



**Mémoire de stratégie**  
**La place des systèmes de fortifications modernes**  
**dans la stratégie française**



**Chef de Bataillon Pierre-Yves GUICHARD**  
**7<sup>o</sup> promotion**  
**division D, groupe 3**

- 1- La place des systèmes de fortifications modernes dans la stratégie française
- 2- Chef de Bataillon (Génie – Terre) GUICHARD Pierre-Yves
- 3- 15 mars 2000
- 4- Division D
- 5- Mémoire de Stratégie
- 6- Trois systèmes de fortification modernes se sont succédés en France, ceux de Vauban, Séré de Rivières et Maginot.  
Le système fortifié de Vauban est le précurseur. Il faut attendre deux siècles pour que son successeur, celui de Séré de Rivières, voie le jour. En revanche, en soixante ans, la France consacre d'importants crédits aux deux systèmes fortifiés de Séré de Rivières et Maginot.  
Malgré cela, le résultat est bien loin d'être à la hauteur des efforts consentis. En fait, si ces deux systèmes fortifiés ont été des outils performants, ils ont été finalement oubliés ou dévoyés par les chefs militaires et politiques. L'absence d'une doctrine d'emploi théorisée et incontournable a favorisé l'absence de stratégie d'ensemble cohérente, qui aurait permis de tirer le meilleur parti des systèmes de fortifications.
- 7- Stratégie, France, fortification, Vauban, Séré de Rivières, Maginot, période 1870-1945.

*« Rien ne supplée au défaut des places ... Les places fortes sont utiles pour la guerre défensive comme pour la guerre offensive. Sans doute elle ne peuvent pas seules tenir lieu d'une armée, mais elles sont le seul moyen que l'on ait de retarder, entraver, affaiblir, inquiéter un ennemi vainqueur et pour gagner du temps ».*

*Napoléon Bonaparte*

*« En matière d'organisation défensive, le sentiment de la continuité de notre histoire conduit à cette conclusion : la fortification de son territoire est, pour la France, une nécessité nationale permanente ».*

*Revue Militaire Française 1925  
Capitaine Charles de Gaulle*

# Sommaire

Introduction	6
1. Naissance et principes de la fortification moderne	7
<b>1.1. La fortification décentralisée</b>	<b>7</b>
<b>1.2. La fortification dans la stratégie globale</b>	<b>8</b>
1.2.1. Naissance du premier système de fortification d'ensemble	8
1.2.2. Les principes	8
1.2.3. La place du système fortifié dans la manœuvre	10
<b>1.3. D'un empire à l'autre</b>	<b>11</b>
1.3.1. Guerres révolutionnaires et d'empire	11
1.3.2. La lente évolution	11
1.3.2.1. Influence du chemin de fer, défense des villes ou des frontières	12
1.3.2.2. Apparition du canon rayé	13
<b>1.4. La France à la veille de la guerre de 1870</b>	<b>13</b>
2. La place de la fortification dans la stratégie jusqu'en 1918	14
<b>2.1. Les leçons de la guerre de 1870</b>	<b>14</b>
2.1.1. Chronologie	14
2.1.2. Du rôle de la fortification	14
2.1.2.1. Les camps retranchés	14
2.1.2.2. Le siège de Belfort	15
<b>2.2. Le renouveau militaire français au lendemain de la guerre</b>	<b>16</b>
2.2.1. L'attitude de l'Etat-major français	16
2.2.2. Le système Séré de Rivière	17
<b>2.3. L'évolution de la stratégie vers l'offensive</b>	<b>18</b>
2.3.1. La crise de l'obus torpille	18
2.3.1.1. Le renforcement et la modernisation partiellement menés	18
2.3.1.2. La perte de confiance dans le système fortifié	19
2.3.2. D'une stratégie défensive à l'offensive à outrance	20
2.3.2.1. Les premières évolutions	20
2.3.2.2. Les plans ultimes	21
2.3.2.3. Les raisons du revirement	21
2.3.3. La défense d'une autre stratégie	22
2.3.3.1. La fortification du Nord-Est	22
2.3.3.2. Le problème de la neutralité belge	22
<b>2.4. La stratégie allemande</b>	<b>23</b>
2.4.1. Attaque à l'Ouest ou à l'Est : le choix de von Moltke	23
2.4.2. Le plan Schlieffen	24
2.4.3. Derniers changements	24
<b>2.5. Les fortifications françaises à l'épreuve de la guerre</b>	<b>25</b>
2.5.1. La dissuasion	25
2.5.2. L'épreuve du feu	25
2.5.2.1. Des actions déterminantes	25
2.5.2.2. La chute de Maubeuge	26

2.5.2.3. Les conséquences des premiers combats	26
<b>2.5.3. La fortification de campagne</b>	<b>27</b>
<b>2.6. Conclusion</b>	<b>28</b>
<b>3. La fortification dans la stratégie de 1918 à nos jours</b>	<b>29</b>
<b>3.1. La situation au lendemain de la Grande Guerre</b>	<b>29</b>
3.1.1. Les contraintes extérieures	29
3.1.2. Les contraintes économiques, industrielles et financières	29
3.1.3. Les contraintes psychologiques	29
<b>3.2. Les différentes options stratégiques avant 1940</b>	<b>30</b>
3.2.1. La vision des maréchaux	30
3.2.1.1. Pétain	30
3.2.1.2. Foch et Joffre	31
3.2.2. Le point de vue politique	31
<b>3.3. Quelle fortification ?</b>	<b>32</b>
3.3.1. Le travail des commissions	32
3.3.1.1. Conclusions de la Commission de Défense du Territoire	32
3.3.1.2. La naissance du système fortifié	33
3.3.2. La situation internationale et la stratégie française	34
3.3.2.1. A l'abri des alliances	34
3.3.2.2. La montée des périls	34
3.3.2.3. La place de la fortification dans la bataille	35
<b>3.4. Le verdict</b>	<b>36</b>
<b>3.5. La fortification après 1945</b>	<b>37</b>
Conclusion	38
Bibliographie	39

## Introduction

La France, en tant que puissance continentale a, de tout temps été confrontée à la nécessité de défendre ses frontières. Tout au long de son histoire, des organisations du terrain de plus en plus performantes apparaissent. Ces fortifications sont disséminées à nos frontières et défendent les villes les plus importantes, celles situées sur les grands axes et aux grands carrefours.

Ce que j'appelle la fortification moderne apparaît, en France, avec Vauban. Jusqu'aux forts et places de Vauban, la fortification est un outil plus tactique que stratégique. La place forte est surtout utilisée pour la protection qu'elle offre, la technique est primordiale et au service, principalement, de la tactique.

Cela répond à des contraintes. La faiblesse des effectifs des armées et leur faible mobilité stratégique ne permettent pas, à cette époque, de concevoir une stratégie englobant la fortification.

Vauban est à la charnière de deux conceptions. Son système apparaît comme précurseur. On remarque qu'après lui, il faut attendre deux siècles pour que la France se dote d'un système plus moderne<sup>1</sup>. En revanche, en soixante ans deux systèmes complets, celui de Séré de Rivières et celui de Maginot, se succèdent (1875-1935).

Pour ces deux systèmes, la France dépense des crédits considérables. Leur construction utilise les techniques les plus modernes de leur époque et les ingénieurs militaires, comme le commandant Galopin<sup>2</sup>, font preuve d'imagination pour relever les défis techniques.

Malgré cela, force est de constater que le résultat n'est pas à la hauteur des efforts entrepris. Ces systèmes sont confrontés à l'épreuve du feu lors des deux guerres mondiales. Le premier, mis en place par Séré de Rivières, ne met pas la France à l'abri de l'occupation d'une grande partie de son territoire pendant plus de quatre ans. Et, malgré le second, la ligne Maginot, la France subit le plus grand désastre militaire de son histoire.

L'objet de cette étude est de montrer que, si les systèmes fortifiés ont été des outils techniquement opérationnels et efficaces, ils ont été progressivement oubliés ou dévoyés.

De plus, les deux fois, la France n'a pas fait l'effort d'une stratégie d'ensemble cohérente ni d'une doctrine d'emploi de ces outils. C'est la raison principale de la faillite des stratégies mises en œuvre en 1914 et 1940.

Pour ce faire, je présenterai la naissance et surtout les principes de la fortification moderne, puis successivement les deux systèmes dans leurs rapports avec la stratégie.

---

<sup>1</sup> Cela tient à la performance du système Vauban mais surtout aux choix stratégiques.

<sup>2</sup> Il imagine le système de contrepoids pour manœuvrer les tourelles à éclipse.

# 1. Naissance et principes de la fortification moderne

## 1.1. La fortification décentralisée

L'histoire de la fortification se confond avec l'histoire des guerres. De tout temps, les armées ont cherché : soit à préserver leurs conquêtes par des fortifications permanentes ; soit à améliorer leurs positions, offensives comme défensives, en valorisant le terrain par des fortifications de campagne.

Ainsi, les Romains ont surpris les Gaulois par leur art de la fortification de campagne et, bien avant eux, les Chinois avaient construit la grande muraille, formidable exemple de fortification permanente destinée à mettre la Chine à l'abri des incursions des Hsiung Nu<sup>3</sup>.

En France, le premier exemple de fortification permanente qui nous est familier est le château fort. L'état étant fortement décentralisé, chaque seigneur peut être considéré comme tout puissant sur ses terres. Le château fort est alors à la fois un système d'arme et un symbole.

En tant que système d'arme, il a un rôle tactique, qui est généralement celui que l'on met en exergue au détriment du rôle stratégique, qui justifie à lui seul la construction et l'entretien d'édifices de plus en plus importants et coûteux.

Les premiers châteaux fortifiés sont rudimentaires mais obéissent déjà à deux grands principes tactiques : domination de l'adversaire par l'occupation des points hauts (exemple du château Cathare) et freinage de son avance par l'utilisation des obstacles naturels.

Au fur et à mesure des évolutions techniques (arbalète, baliste, tour de sièges, ...), les châteaux forts deviennent de plus en plus hauts et leurs emprises ne cessent de s'étendre. Le but est d'en mettre le cœur, c'est à dire le centre de décision politique et militaire, à l'abri des armes de jet de plus en plus puissantes et précises.

L'apparition de la poudre et son utilisation militaire au cours du XV<sup>e</sup> siècle change radicalement l'architecture de la fortification permanente. Dorénavant, la place forte est basse et les murs peuvent atteindre dix mètres d'épaisseur. Le château de Salses en est le parfait exemple.

Au-delà de l'aspect tactique, le château fort est une arme stratégique.

Son premier rôle est dissuasif. Une place bien conçue, bien entretenue et surtout bien approvisionnée peut résister longtemps à un siège tant et si bien que l'assaillant renoncera devant l'éventualité d'une campagne longue<sup>4</sup>.

Par ailleurs, il est le symbole de la puissance économique, financière et militaire, donc politique de son propriétaire. Il est l'expression de la volonté de défense du seigneur.

Sa chute provoque la perte de territoires qui vont bien au-delà de l'emprise du château puisque celui-ci est le siège des échanges et de toute la vie économique d'une région.

Ces caractéristiques font qu'il préfigure la fortification moderne, système global et cohérent qui est établi à l'échelle et au profit d'un pays.

Trois systèmes se succéderont en France, chacun portant le nom de leur créateur : Vauban, Séré de Rivières et Maginot.

---

<sup>3</sup> Nomades qui importunèrent les Chinois pendant des siècles.

<sup>4</sup> Notons que, le plus souvent, l'assiégeant met le siège après une progression longue et difficile, que l'armée en campagne vit dans des conditions sanitaires déplorable et que le matériel de siège est long à mettre en œuvre (assemblage des machines, cordes et poudre mouillée, ...).

## ***1.2. La fortification dans la stratégie globale***

Un grand virage est pris au 17<sup>ème</sup> siècle.

En 1600, Sully, nommé surintendant des fortifications par Henri IV, dote chaque région frontalière d'un ingénieur chargé de proposer les travaux nécessaires à l'entretien des places et de suivre les réalisations.

Ce premier pas vers une centralisation du dispositif de fortification permet surtout de faire un état des lieux et de réhabiliter un certain nombre d'ouvrages.

### **1.2.1. Naissance du premier système de fortification d'ensemble**

En fait, jusqu'à l'avènement de Louis XIV, les souverains s'étaient surtout soucieux de protéger les frontières fluctuantes en fortifiant les villes qui faisaient face aux principaux axes de pénétration. Dorénavant, la place forte occupe un emplacement géographique déterminé et répond aux nouvelles exigences de la stratégie.

En effet, la guerre a alors pour objectif de conquérir de nouvelles provinces et d'occuper des villes. Celles-ci, constituent alors à la fois un obstacle pour l'envahisseur et de solides points d'appui pouvant accueillir une troupe importante et ses approvisionnements.

Ainsi, sous la direction de Vauban, un quadrillage est réalisé sur les frontières du Nord et du Nord-Est. Ce quadrillage est fort de deux lignes de 13 forts chacune. C'est ce qu'on appellera la défense du pré carré.

Il est important de noter que le concept d'emploi des fortifications à cette époque est principalement défensif.

A une époque où les armées permanentes sont peu nombreuses et ne disposent pas d'une grande mobilité, la place forte permet au chef militaire de gagner les délais nécessaires au regroupement de ses forces.

Judicieusement placée, l'ennemi doit la prendre pour pouvoir poursuivre plus à l'intérieur du pays. Ce faisant, il dévoile ses intentions et perd du temps. Dans le même temps, l'armée du défenseur se prépare et peut, lors de sa marche à l'ennemi, utiliser les approvisionnements mis en réserve dans les places fortes sur le chemin de la frontière.

Vauban est le père de la fortification moderne en France.

Non seulement il sait utiliser au mieux les moyens dont il dispose face aux armements et aux moyens de son époque, mais surtout à travers ses réalisations, il définit les principes qui doivent prévaloir lors de l'édification d'un système fortifié.

### **1.2.2. Les principes**

Un certain nombre de principes naissent de la mise en place du système de fortifications. Ils ne sont pas tous théorisés ou explicités à cette époque mais ils sont mis en pratique par les ingénieurs et les chefs militaires et politiques du siècle de Louis XIV.

Ces principes s'appuient sur une définition. Il en existe de nombreuses, je retiendrai la suivante<sup>5</sup> qui offre l'avantage d'être concise sans être limitative :

**La fortification est l'art de modifier artificiellement les propriétés du terrain en vue de favoriser l'action sous toutes ses formes.**

---

<sup>5</sup> Définition donnée par le Lieutenant-Colonel GUILLOT chef du cours fortification à l'Ecole Supérieure du Génie en 1949.

Le but initial de la fortification, l'action primordiale qu'elle doit appuyer, est la mise à l'abri des centres vitaux du pays contre les attaques ennemies, quelle qu'en soit la forme.

*La fortification permet intrinsèquement d'accroître le potentiel de résistance du pays.* Ce premier principe guide naturellement le responsable lors de l'élaboration du système de fortification. Son corollaire immédiat, déjà mentionné, est *le rôle dissuasif de la fortification*. Si le potentiel défensif est suffisamment renforcé, l'ennemi renoncera devant l'obstacle.

Ceci étant, la définition donnée par le Lieutenant-Colonel GUILLOT montre bien que la fortification doit appuyer des actions diverses et que, au cas où la dissuasion échouerait, elle participe à la manœuvre d'ensemble.

Pour ce faire, trois principes doivent présider à l'élaboration d'un système moderne de fortification.

En premier, *le dispositif fortifié doit se concevoir dans la profondeur*, en utilisant au mieux le terrain. Ainsi, sur les frontières naturellement propices aux invasions, où le terrain est peu favorable à la défense, Vauban fait établir deux lignes de fortification. De cette façon, la prise d'une ou deux places fortes, entreprise déjà ardue, ne permet pas à l'ennemi de poursuivre plus avant à l'intérieur du territoire, à une époque où la mobilité des troupes est faible. La profondeur peut également se concevoir en combinant fortification et troupe.

Sur la frontière des Alpes, le dispositif fortifié est plus linéaire car on utilise le terrain comme « fortification naturelle » en se contentant de renforcer les couloirs naturels de pénétration comme, par exemple, Briançon. Cela amène un corollaire du domaine tactique voir technique qui est que, pour la fortification comme pour la manœuvre, le terrain commande. Il n'y a pas un type de fortification qu'on répèterait à l'envie. Chaque place s'étudie en fonction du terrain.

En second, découlant du premier, vient *le principe d'appui mutuel*. *Les différentes places fortes doivent pouvoir se porter assistance*.

Ceci se conçoit directement par l'application de feux au profit de la place menacée ou par le harcèlement des forces ennemies, en particulier sur ses lignes de communication. Ce peut être également indirectement, en appuyant au plus près la manœuvre des amis (en particulier dans le domaine de la logistique et du renseignement) ou en faisant simplement porter une menace sur l'ennemi qui doit distraire des moyens pour s'en protéger.

La cohérence du dispositif et l'établissement judicieux des places fortes, non seulement en fonction du terrain mais également en fonction de l'implantation des autres places, sont primordiaux pour l'efficacité de l'ensemble. Une place forte isolée qui ne peut bénéficier d'appui est rapidement neutralisée, sinon prise, et dans tous les cas ne participe pas à la manœuvre d'ensemble.

Il convient d'ajouter que *nul système fortifié ne saurait résister indéfiniment*. Le chef doit prévoir, dans son corps de bataille, une force de manœuvre destinée à renforcer et soulager les places directement engagées.

Il est donc primordial pour le chef de pouvoir estimer la durée de résistance de ses places fortes. Savoir combien de temps une place forte peut résister aux assauts ennemis fait partie de la connaissance des forces amies et ennemies dont Sun Tzu faisait la clef et le préalable de la victoire<sup>6</sup>.

Dans la connaissance des forces ennemies, il est important de disposer de renseignements sur les moyens que l'ennemi met en œuvre et développe contre les fortifications. Il faut noter, comme effet secondaire de la fortification qu'elle oblige l'attaquant à créer et à rassembler des moyens spécifiques en vue de sa réduction.

---

<sup>6</sup> « Connaissez l'ennemi et connaissez vous vous-même ; en cent batailles vous ne courrez aucun danger ».

Enfin, *la fortification favorise la liberté d'action du chef et surtout participe à l'économie des forces* qui permettent *la concentration des efforts*.

En effet, à l'abri du rideau fortifié, le chef dispose de délais et d'espace qui lui permettent de préparer sa manœuvre et d'agir avec un minimum de contraintes.

Mais, par-dessus tout, le système fortifié favorise l'économie des forces en remplaçant la troupe par de l'organisation du terrain, de la maçonnerie, ultérieurement du béton et de la cuirasse.

Cette économie doit profiter au corps de manœuvre que nulle fortification ne pourra jamais remplacer. Celui-ci peut alors agir soit indépendamment du système fortifié soit en bénéficiant de son appui, ce qui est souhaitable.

### **1.2.3. La place du système fortifié dans la manœuvre**

Il peut paraître paradoxal de parler de « manœuvre des fortifications ». Cependant, il s'agit bien là de montrer à quel point le système fortifié s'intègre, appuie et même participe à la manœuvre d'ensemble du chef.

Les trois principes, et leurs compléments, que l'on doit garder à l'esprit lors de l'élaboration d'un système fortifié, sont de ceux qu'on trouve lors de la manœuvre de toute armée : effet dissuasif de la force, dispositif dans la profondeur, appui mutuel des forces...

En fait, *le système fortifié est une partie du corps de bataille avec ses caractéristiques propres*. Il a une grande puissance de feux et un fort potentiel défensif mais une mobilité nulle, sinon réduite à celle de la troupe qui la sert.

Elle doit d'autant plus être prise en compte à sa juste mesure lors de l'élaboration de l'outil de défense, que la fortification a un coût initial et d'entretien élevé, est grosse consommatrice d'artillerie, et immobilise de la troupe parfois dans des secteurs non menacés. En effet, l'économie des moyens et des forces, immédiate au niveau tactique, ne va pas de soit dans le cadre d'un système fortifié global.

Ainsi, le Prince de Rohan faisait remarquer à Vauban :

« La jalousie que vous aurez de conserver toutes vos forteresses en y laissant de grosses garnisons vous ôte le moyen de tenir une armée en campagne ». Cependant, son discours est bien vite tempéré lorsqu'il ajoute « qu'il ne serait pas moins périlleux de n'en point avoir que d'en avoir trop ».

Vauban lui-même prendra toujours garde à conserver l'équilibre entre armées en campagne et fortification. Il sera également confronté à la difficulté de disposer de bons gouverneurs pour ses places.

Il constate qu'« il suffit de cinq à six bons généraux pour les armées de campagne, tandis qu'il faut cent bons gouverneurs de place contre des armées qui passent si vite sans faire de siège »<sup>7</sup> et que « les places n'ont d'action et de vertu que celle qui leur est donnée par les hommes employés à leur défense ».

Jomini, présenté souvent comme un adversaire des places fortes, condamne en fait les « grandes places situées hors des directions stratégiques ... qui sont un malheur pour l'état et pour l'armée ». Dans le même temps, il voit comme nécessaire « pour favoriser les armées agissantes ... trois catégories de places » qu'il décrit comme les places de refuge, les places secondaires et les petits postes.

---

<sup>7</sup> Dans le même esprit, Napoléon recommandait au ministre de la guerre de n'admettre pour l'organisation défensive de la Dalmatie qu'un petit nombre de places fortes car « artillerie, argents, bons officiers, bons généraux, tout cela n'est pas infini ».

En fait, le seul moyen de ne pas privilégier la fortification au détriment de l'armée en campagne (et vice versa) qui, elle seule, peut emporter la décision<sup>8</sup>, est de *faire du dispositif fortifié une composante à part entière des forces*, au même titre que l'artillerie, l'infanterie ou la cavalerie.

### **1.3. D'un empire à l'autre**

#### **1.3.1. Guerres révolutionnaires et d'empire**

Les guerres révolutionnaires puis les guerres napoléoniennes ont été principalement conduites au-delà et souvent loin des frontières jusqu'en 1814. L'effort de fortification sur le territoire national ne se fit que sur les côtes.

Cependant, l'Empereur fit établir beaucoup de fortifications de campagne au cours de ses progressions en terres étrangères et utilisa les places prises à l'ennemi comme magasin, position de repli et d'appui.

L'invasion de 1814 est l'occasion de constater que le bilan est alarmant. Certaines places fortes, comme Paris, ont encore leur muraille du XVI<sup>ème</sup> siècle et tombent rapidement. Certaines places hâtivement renforcées résistent mieux mais, faute d'un dispositif cohérent, elles sont progressivement isolées et tombent les unes après les autres.

Le territoire français, inviolé depuis vingt ans, est traversé en quelques mois et les fortifications qui sont réalisées dans l'urgence n'ont pas la qualité requise pour entraver efficacement l'avance des armées ennemies.

Le déséquilibre est alors complet entre l'armée de campagne, privilégiée par l'Empereur, et la défense fortifiée du territoire, progressivement oubliée lorsque les armées volaient de victoires en victoires.

La campagne de France de 1814 permet de faire un constat. *Un système fortifié moderne se conçoit en temps de paix et se met en œuvre en temps de paix*. Une fois la campagne commencée, la troupe ne peut que renforcer l'existant.

De plus, pour que le système fortifié puisse être intégré à la manœuvre il est nécessaire que sa construction soit centralisée sans quoi il ne sera pas cohérent.

Cela ne condamne pas, bien entendu, la fortification de campagne mais signifie qu'on ne peut pas en attendre le même résultat. Elle a un rôle tactique très important mais elle ne saurait remplacer la fortification permanente dans son rôle stratégique.

#### **1.3.2. La lente évolution**

Entre 1820 et 1870, les évolutions technologiques bouleversent les stratégies.

Outre l'apparition, en 1828, de l'obusier de 220mm puissant et précis mais dont la faible portée ne révolutionne pas l'art de la fortification, les progrès les plus importants pour les fortifications sont :

- en 1830, l'apparition du chemin de fer qui donne une mobilité stratégique sans précédent aux armées en campagne,
- en 1858, le canon rayé qui augmente la portée et la précision des armements.

---

<sup>8</sup> « La capacité de vaincre c'est l'attaque », Sun Tzu.

### 1.3.2.1. Influence du chemin de fer, défense des villes ou des frontières

Le chemin de fer modifie la perception de l'espace stratégique et devrait contraindre les responsables militaires à prendre en compte le plus en amont possible cette nouvelle donne.

Or, si on constate que le tracé des voies fait l'objet de négociations entre les administrations civiles et l'armée et que, plus généralement, l'aménagement du territoire devient un champ d'affrontement où les logiques de développement économique s'opposent aux impératifs de défense ; force est de constater que, jusqu'en 1870, ce sont les logiques économiques qui l'emportent largement sur les préoccupations défensives.

A cet égard, les difficultés rencontrées pour utiliser efficacement les chemins de fer lors de la mobilisation de 1870 témoigne du manque de préparation des armées et d'une mauvaise prise en compte de ce nouvel outil par les militaires.

Néanmoins, le chemin de fer influe directement sur le concept de fortification et sur la stratégie française en offrant une mobilité stratégique aux armées. Cette mobilité stratégique nouvelle fait que la notion de frontière et de zone d'opérations finira peu à peu par englober tout le territoire national.

Les invasions de 1814 et 1815 impose un redéploiement des forces vers l'intérieur de la France car on redécouvre à cette occasion la perméabilité de l'espace français.

Cette perméabilité réactualise l'opposition traditionnelle entre défense des frontières et protection des villes de l'intérieure, au moment même où la nouvelle mobilité stratégique peut permettre au commandant en chef de faire basculer rapidement ses forces d'un point à l'autre en fonction de la menace.

Concernant les fortifications, il y a débat entre ceux qui veulent privilégier les frontières et ceux qui insistent pour fortifier les grandes villes. Il y a une prise de conscience de certains responsables qui constatent que les grandes villes, en particulier Paris, sont les centres de gravités que l'ennemi cherchera à prendre.

Le général Haxo dans son *Mémoire sur l'utilité de fortifier Lyon* (1816) écrit :

« Je sais bien que l'on répugne généralement aujourd'hui à l'idée de fortifier et de défendre les grandes villes, tandis que par une contradiction singulière, on considère les grandes villes et les capitales comme des points dont la conquête décide du succès des guerres, et comme le but où doivent par conséquent tendre les armées envahissantes ... mais si la conquête consiste à occuper les grandes villes et les capitales, il faut donc, pour n'être plus conquis, se décider à les défendre ».

On retrouve le même raisonnement chez Thiers défendant le principe de la fortification de Paris en 1841 :

« C'est Paris qui parle par la presse, qui commande par le télégraphe. Frappez ce centre, et la France est, comme un homme, frappé à la tête »<sup>9</sup>.

Le raisonnement est alors couplé avec la perception de la vulnérabilité supplémentaire occasionnée par la centralisation administrative et l'aménagement du territoire.

Face à ce courant, minoritaire dans les armées, les chefs militaires préfèrent défendre ces mêmes grandes villes à distance, sur les frontières. Ils préconisent la modernisation et le renforcement du dispositif existant.

---

<sup>9</sup> Il n'est pas douteux que la volonté de fortifier Paris au XIX<sup>ème</sup> siècle soit également grandement motivée par les soucis que posent les mouvements sociaux. Elle relève d'une logique de maintien de l'ordre puisque cela permet de disposer de troupes au voisinage immédiat de la capitale. On peut noter que Thiers, le plus ardent promoteur de la fortification de la capitale devra également la reconquérir au moment de la commune.

Il est finalement décidé de consacrer l'essentiel des crédits dévolus à la fortification à la défense des frontières nord-est, en fortifiant les grandes villes. Par ailleurs, des crédits extraordinaires seront alloués pour Lyon et Paris.

Cela ne doit pas faire illusion. Les crédits destinés aux fortifications sont de moins de 300 millions entre 1818 et 1870. En fait, la majeure partie des crédits attribués à la défense va aux opérations coloniales et à l'armement<sup>10</sup>.

Finalement, les possibilités qu'offrait le chemin de fer, dès 1850, ne sont pas suffisamment exploitées. On continue, en France, à avoir une vision de la guerre et des opérations très napoléonienne. Le chemin de fer sera bien entendu employé lors de la guerre de 1870 mais sans commune mesure avec l'utilisation rationnelle et planifiée qu'en feront les Prussiens et leurs alliés.

### 1.3.2.2. Apparition du canon rayé

A partir de 1858, on commence à fabriquer des canons dont l'âme est munie de rayures hélicoïdales ce qui permet de stabiliser l'obus sur sa trajectoire et ainsi, d'augmenter sa portée, sa précision et son pouvoir de pénétration<sup>11</sup>.

Ce nouveau matériel met à mal la fortification bastionnée traditionnelle de type Vauban et le système des camps retranchés. En réponse, on voit apparaître la fortification polygonale en Grande-Bretagne, Belgique et Prusse dès 1859 en remplacement de la fortification bastionnée.

De plus, certaines places sont renforcées avec des forts détachés.

Le système de forts détachés, qui met à l'abri des bombardements le centre de la place forte n'est pas nouveau. On peut remarquer que Besançon en 1842, Toulon en 1849 et surtout Paris dès 1851 disposent de forts détachés. L'introduction de l'artillerie rayée ne va faire que renforcer la nécessité des forts détachés pour empêcher le bombardement des places fortes.

Les ingénieurs français développent un système mixte mi-polygonal, mi-bastionné, éventuellement équipé de forts détachés. Cependant, dans leur grande majorité, les officiers du génie français restent fidèles au système bastionné jusqu'en 1870, moins par conviction, semble-t-il, que par habitude. Il faut ajouter, par ailleurs, que les forces armées ne disposent pas des crédits nécessaires à la remise à niveau des fortifications.

Enfin, la stratégie française repose pour beaucoup sur l'offensive et les performances de ses armements. La fortification ne vient qu'appuyer la manœuvre et n'a qu'un rôle secondaire.

## ***1.4. La France à la veille de la guerre de 1870***

Par suite d'une politique de démembrement des traités de 1815 et de tentatives d'annexion réussies ou ratées<sup>12</sup>, la France inquiète les monarchies européennes qui laissent seule face à la Prusse et ses alliés. Les choix stratégiques de la France ne lui laisse que peu de chance face à la formidable coalition allemande.

En fait, son armée en campagne devra mener un combat défensif, en situation d'infériorité, sans pouvoir s'appuyer sur une organisation du terrain moderne. La supériorité de ses armements ne pourra seule palier les insuffisances de moyens et surtout les erreurs de commandement tant dans le domaine tactique que stratégique.

---

<sup>10</sup> En particulier pour l'artillerie, le canon mitrailleuse de Reyffie et le Chassepot.

<sup>11</sup> Les zones létales passent de 200 m pour le fusil lisse (modèle 1822) et 900 m pour le canon du système Vallée (modèle 1827) à 1000 m avec le fusil Chassepot (modèle 1866) et 2800 m avec les canons rayés.

<sup>12</sup> La Savoie est annexée en 1860, la Belgique et le Luxembourg restent indépendants après la tentative de 1867.

## 2. La place de la fortification dans la stratégie jusqu'en 1918

### 2.1. Les leçons de la guerre de 1870

#### 2.1.1. Chronologie

La guerre est déclarée le 19 juillet 1870. Les premiers engagements sont des combats classiques d'infanterie et de cavalerie où l'artillerie prussienne montre déjà son efficacité. La supériorité du fusil français Chassepot ne suffit pas à rétablir l'équilibre.

Paris est assiégé le 19 septembre 1870, les places de Metz, Sedan et Strasbourg tombent. A la fin de l'année, l'armée française est cantonnée dans la défensive et seule quelques places, dont Paris assiégé, résistent encore.

#### 2.1.2. Du rôle de la fortification

La fortification française, bien mal préparée face aux matériels mis en ligne par les prussiens, a obtenu des résultats mitigés.

D'une part, il y a la capitulation des grandes places comme Sedan et Metz. D'autre part, les places de Bitche et surtout Belfort ont résisté plus de trois mois.

##### 2.1.2.1. Les camps retranchés

Au manque de préparation des armées française en général, et du système fortifié en particulier, à une guerre moderne, il faut ajouter le non-respect des principes qui doivent guider la défense globale du territoire.

En premier lieu, le système fortifié n'a pas eu d'effet dissuasif. Les forces allemandes n'ont pas cherché à contourner les places fortes ou à éviter l'affrontement sur des positions préparées par l'armée française. Bien au contraire, elles s'y sont attaquées dès les premiers mois de la campagne.

Elles ont été aidées dans leur entreprise par les erreurs stratégiques de l'Etat-Major français. Plutôt que d'utiliser les places fortes, en profitant de l'économie des forces qu'elles permettaient au profit de l'armée de campagne, il a très vite perdu l'initiative en y enfermant ses armées.

Privé de corps de manœuvre pouvant intervenir directement ou indirectement à leur profit, les places fortes se sont trouvées isolées, sans appui extérieur et donc condamnées.

Le cas de Metz confirme *qu'une armée importante et bien équipée perd ses capacités lorsqu'elle se contente d'un rôle purement défensif au sein d'un système fortifié isolé*. Ne pouvant plus réellement manœuvrer, le commandement en est réduit à laisser les combats se dérouler au niveau tactique sans cohérence d'ensemble.

Le siège de Paris confirme l'insuffisance de la fortification bastionnée face à l'artillerie rayée. Les casemates des forts d'Issy, Vanves et Montrouge sont détruites. De plus, les ouvrages extérieurs, trop proches de la ville, n'empêchent pas l'artillerie lourde allemande de bombarder la capitale.

En général, la plupart des places fortes, dépourvues d'ouvrages extérieurs, succombent aux bombardements et ne peuvent pas remplir leur mission d'appui aux armées en campagne.

Le résultat de cet aspect de la campagne est la condamnation du système de camp retranché. Si ce renoncement est techniquement judicieux, le fait qu'il s'accompagne dans l'esprit de certains de la condamnation des fortifications est, lui, pernicieux.

En effet, par un raccourci funeste, on citera Metz pour constater que le soldat enfermé dans ses fortifications perd l'esprit combatif. Metz est symptomatique à cet égard puisque les meilleures unités de l'armée française se sont rendues, avec la place, pratiquement sans combattre.

Cela ne conduira heureusement pas le commandement à se passer de fortifications. Néanmoins, l'effet sera tout aussi néfaste puisque certains forts seront désarmés au profit de l'offensive à outrance jusqu'en 1915 et que cette doctrine de l'offensive à outrance puise ses racines dans la «leçon de Metz».

#### 2.1.2.2. Le siège de Belfort

Dans un constat globalement négatif, certaines places ont néanmoins participé avec profit à la campagne. Comme le fait remarquer le général Brialmont :

« Langres, Belfort, Besançon immobilisèrent à partir du mois de décembre, plus de 100 000 allemands, et donnèrent à l'armée de l'Est le temps de s'organiser et une sécurité qui lui permit de n'entrer en ligne que lorsqu'elle le jugea convenable ».

Les trois places, d'une garnison totale de 50 000 hommes, réussirent avec une troupe peu entraînée et mal équipée<sup>13</sup> là où l'armée de l'Est, plus nombreuses, équipée de matériel moderne et mieux organisée échoua.

Le cas de Belfort qui défend la trouée entre les massifs des Vosges et du Jura est le plus intéressant. La place, bien qu'isolée, a résisté du 3 novembre 1870 au 13 février 1871<sup>14</sup> et capitule avec les honneurs<sup>15</sup>.

Force est de constater que la tactique adoptée par le colonel Denfert-Rochereau, commandant de la place depuis le 17 octobre, a été déterminante.

La garnison de 16 000 hommes disposait d'un armement classique, quelques canons rayés et surtout de canons lisses plus anciens de faible portée. La mise en défense de la place consiste à terminer les travaux en cours et à installer les pièces dans des emplacements aménagés et protégés<sup>16</sup>.

Au cours de la bataille elle-même, tous les efforts du commandant en chef sont consacrés à empêcher l'ennemi de frapper le cœur de la place en le maintenant à distance avec les pièces mises en batterie dans les positions avancées.

Les positions sont entretenues en permanence et les abris sont régulièrement renforcés lors de toute période d'accalmie (blindage de rails et de poutres).

C'est seulement le 8 février, au prix de pertes importantes et d'une débauche de moyens d'artillerie que les forces prussiennes parviennent à installer des pièces pouvant frapper la citadelle elle-même.

On constate que *la profondeur du dispositif a permis de tenir l'ennemi à distance et de le laisser s'user sur des buts secondaires*. Lorsqu'il a voulu s'en prendre aux objectifs principaux, il s'est trouvé sous le feu de l'artillerie des forts.

---

<sup>13</sup> Les places étaient renforcées en temps de guerre par des personnels des classes les plus âgées, leur armement n'était pas de la qualité de celui des armées en campagne à l'exception de l'artillerie des forts.

<sup>14</sup> Le général von Treskow ne parvient pas à prendre la place de vive force et se contente à partir du 8 février de la bombarder. Il adresse un ultimatum à la garnison qui se rend, avec l'autorisation du gouvernement français.

<sup>15</sup> La troupe rejoindra, avec armes et bagages, Grenoble où les unités seront dissoutes.

<sup>16</sup> La place de Belfort ne disposait pas d'artillerie de campagne et n'avait donc pas de possibilité de manœuvre dans les intervalles ou sur les avants de la position.

On peut dire que *Denfert-Rochereau a réalisé au niveau tactique ce qu'il convient de faire au niveau du système de fortification dans son ensemble.*

Son imagination et sa science lui ont permis de valoriser les installations existantes et le matériel dont il disposait afin de les sécuriser et d'en accroître les performances. Quant à la fortification, bien que de conception ancienne, elle a résisté aux bombardements, mais sous condition d'un entretien, d'un renforcement et d'une remise en état permanents.

La guerre de 1870, et le siège de Belfort en particulier, a montré tout l'intérêt des forts détachés et le caractère périmé des enceintes bastionnées. Par ailleurs, en associant les forts à des organisations de campagne, on pouvait mener une défense en profondeur afin de retarder le plus possible l'approche des pièces de siège.

Elle a confirmé également la vulnérabilité à terme de toute fortification lorsqu'elle est isolée, qu'elle ne peut être appuyée par les places voisines ou par l'armée en campagne. L'exceptionnelle tenue des garnisons de Belfort ou de Bitche ne doit pas faire oublier que les trois mois au cours desquels elles ont gêné la manœuvre allemande et couvert une zone du front, n'ont pu être mis à profit.

*Le non-respect des principes qui doivent prévaloir à la conduite de la manœuvre incluant des fortifications fait que ces dernières ont eu un rôle stratégique marginal et qu'aucune manœuvre cohérente impliquant l'armée en campagne, en coordination avec le dispositif de fortification, n'a pu être menée.*

## **2.2. Le renouveau militaire français au lendemain de la guerre**

En 1874, le maréchal allemand von Moltke déclarait :

« Ce que nous avons conquis par les armes en une demi-année, il nous faudra le garantir par les armes pendant un demi-siècle, afin qu'on ne nous l'arrache pas de nouveau ».

Le traité de Francfort a, en effet, créé les conditions d'une paix armée durant laquelle la France et l'Allemagne se préparent à un nouveau conflit.

Pour la France, la situation est nouvelle. Tout est à rebâtir : recrutement, doctrine d'emploi, armement, ...

Dans le même temps, la ferme volonté de récupérer les territoires perdus d'Alsace-Lorraine, au moins dans la période d'immédiat après guerre, permet d'identifier clairement le futur ennemi contre lequel tous les efforts devront porter.

Si la reconstruction de l'armée est incontestablement une priorité<sup>17</sup>, la nécessité d'assurer la défense des nouvelles frontières à l'abri desquelles le pays pourra refaire ses forces l'est tout autant. C'est ce à quoi s'emploie le général Séré de Rivières en faisant réaliser le système qui porte son nom.

Pratiquement sorti du néant, ce réseau fortifié devient, au fur et à mesure qu'il prend forme sur le terrain, l'un des éléments déterminants par rapport auquel les futurs belligérants définissent leurs choix stratégiques.

### **2.2.1. L'attitude de l'Etat-major français**

La position de la France au lendemain de la guerre est peu enviable. Le chancelier Bismarck a diplomatiquement neutralisé l'Angleterre et l'Italie et s'est, provisoirement, allié avec les Empires russe et autrichien.

---

<sup>17</sup> Etablissement du service militaire universel et obligatoire de cinq ans en 1872.

Diplomatiquement isolée, la France va consentir des efforts considérables pour renforcer sa défense. Le budget du ministère de la guerre dépasse le tiers du budget total de la nation et les seules dépenses de fortifications atteignent un sommet historique de 459 millions de francs or<sup>18</sup> entre 1874 et 1886.

La période de 1871 à 1880 correspond à une phase de repli et de réflexion durant laquelle sont jetées les bases de la nouvelle armée à mettre sur pieds. L'Etat-Major procède à l'étude préalable de huit plans de concentration qui tiennent compte, à la fois, des disponibilités du réseau ferroviaire comme des ouvrages défensifs qui se créent ou sont à créer. Faisant un grand effort de planification à froid, ces études préliminaires débouchent sur dix plans successifs de concentration qui, de 1880 à 1914, vont s'adapter les uns après les autres aux données intérieures du pays, à l'évolution de la situation internationale et aux hypothèses sur la concentration allemande.

Les premiers plans, le plan I et sa variante le plan II, voient le jour en 1880. Prudents, ils se traduisent par une concentration loin en arrière des rideaux défensifs, le réseau ferroviaire de l'époque ne permettant pas d'avantage, puis un déplacement vers les zones fortifiées en privilégiant une disposition d'attente au droit de la trouée des Charmes.

*On confie au système fortifié la mission de retenir l'ennemi le temps de la montée en puissance de l'armée puis de participer à la contre-attaque.* L'objectif est, à la fois, de gagner des délais, d'user le corps de bataille ennemi et de favoriser la contre-attaque sur un terrain connu et valorisé.

Il faut noter que ces plans comme tous les plans successifs, ne prévoient la concentration des armées que face à la frontière franco-allemande, toujours au droit des rideaux défensifs, bientôt achevés, de Belfort-Epinal et de Toul-Verdun.

*Pivot de la manœuvre, le système de fortification y est totalement intégré.* De plus le système qu'imagine et met en place le général Séré de Rivière répond parfaitement aux principes du système fortifié.

### **2.2.2. Le système Séré de Rivière**

Le système Séré de Rivière est perçu du côté français, dans un premier temps comme la garantie essentielle de la sécurité de notre pré-carré, en fait, il s'agit là de l'œuvre de Vauban renouvelée à plus grande échelle.

Séré de Rivière réactualise la théorie des rideaux défensifs. Il s'agit, au moyen d'un jalonnement de forts, bien armés et approvisionnés, d'obliger l'ennemi à s'engager dans des trouées où il viendra buter sur des forts d'arrêts qui lui interdiront l'usage des principales pénétrantes routières ou ferroviaires.

*L'objectif n'est pas de dresser un mur et d'interdire toute progression à l'ennemi mais bien de le contraindre à passer, s'il veut progresser, dans les trouées étroites laissées libres à dessein et où il sera engagé par l'armée de campagne qui bénéficie, grâce à l'appui des forts, d'une totale liberté de manœuvre.*

Trois rideaux sont établis entre Toul et Verdun, Belfort et Epinal, et de la Sambre à la Scarpe.

Le fort, accompagné ou non de batteries annexes, devient l'élément majeur de cette fortification. Il est détaché en couronne autour du noyau des places d'appui. Distants de 4 à 11 km, les forts détachés, ou de rideaux, peuvent se flanquer mutuellement ou du moins fermer

---

<sup>18</sup> A rapprocher des 300 millions consacrés aux fortifications pendant le demi-siècle précédent la guerre.

leurs intervalles par l'artillerie<sup>19</sup>. Leur rôle n'est pas seulement de présenter un obstacle passif à l'ennemi sur un passage ou un axe obligé. Il doit aussi en assurer la pérennité pour faciliter le retour contre offensif des armées en campagne.

Les efforts ne se limitent pas à la frontière Nord et Nord-Est. Face aux frontières italienne, espagnole et, dans une moindre mesure, suisse, on élabore un système de forts et de redoutes. Les ouvrages sont moins puissants mais utilisent au mieux le terrain montagneux favorable à la fortification.

De plus, Séré de Rivière ne se contente pas de fortifier la frontière. Il crée, en retrait des défenses avancées et de ses rideaux défensifs, des camps retranchés eux même couverts par des forts détachés. Ces camps ont une vocation aussi bien offensive que défensive ; offensive grâce à l'accumulation des approvisionnements et de la troupe qu'ils autorisent, défensive par leur situation et leur fortification.

### ***2.3. L'évolution de la stratégie vers l'offensive***

Quinze ans après la défaite de 1871, au prix d'un effort financier considérable, la France dispose d'un système de fortifications, certes inachevé mais très avancé, cohérent et bien inscrit dans la manœuvre planifiée.

La stratégie est globalement défensive, il s'agit d'user le corps de bataille ennemi par l'action conjuguée de la défense ferme et de contre-attaques jusqu'à ce que soient réunies les conditions permettant une offensive victorieuse.

C'est alors que deux événements interviennent. Le premier, technique, fait que les constructions deviennent d'un coup obsolètes. Le second, d'ordre moral, fait que l'Etat-Major s'affranchit progressivement de son système de fortification.

#### **2.3.1. La crise de l'obus torpille**

En 1884, un chimiste autodidacte, Eugène Turpin (1848-1927), présente une méthode de chargement de la mélinite, explosif d'une puissance bien supérieure à celle de la poudre noire. Testés sur le fort de la Malmaison en septembre et octobre 1886, des obus chargés de mélinite donnent des résultats impressionnants : les fortifications existantes ne résistent pas à cette nouvelle arme.

La première conséquence, positive, de ces essais est l'étude de nouveaux matériaux et de nouveaux procédés de fortification.

La seconde, négative, est la perte de confiance de l'Etat-Major dans le système fortifié. Les adversaires de la fortification font remarquer que les importants crédits dépensés dans le système fortifié l'ont été en, quasi, pure perte. Au moment même où le système fortifié de la frontière Est s'achève, les ingénieurs du génie font état de son inefficacité technique et proposent des solutions, coûteuses, pour le moderniser.

##### **2.3.1.1. Le renforcement et la modernisation partiellement menés**

Deux solutions s'offrent aux ingénieurs militaires : renforcement et dissémination.

Les nouveaux procédés de construction font appel au béton de ciment, à la cuirasse (1888) puis au béton armé (1897).

---

<sup>19</sup> Les nouveaux canons de Bange ont alors une portée d'environ 10 km

On renforce ainsi certains forts existants par un revêtement de béton et on met en place des tourelles cuirassées à éclipse<sup>20</sup>. Des forts existants sont complétés par des batteries annexes sous abris bétonnés.

On réalise des ouvrages en complément du système Séré de Rivière et l'apparition du téléphone permet également d'organiser l'observation et la direction du tir depuis un ou plusieurs observatoires pour plusieurs batteries extérieures ou forts ne voyant pas l'objectif.

Dans le même temps, l'armement des places se modernise et se diversifie.

Bien avant qu'elle s'impose dans l'armée de campagne, l'action des armes à tir rapide devient dominante dans la fortification. Le plus gros effort technologique porte sur la mise sous cuirassement de ces armes. Le commandant Galopin met au point le principe de la tourelle s'éclipsant dans un massif béton grâce à un système de contrepoids. Le blindage de ces tourelles d'artillerie leur permet de résister aux plus forts calibres de l'artillerie allemande.

Ainsi, les solutions techniques à la crise de l'obus torpille sont vite trouvées. Cependant, ces solutions ont un coût particulièrement élevé. Le béton et plus encore le béton armé sont des matériaux chers en cette fin du dix-neuvième siècle. De même, les pièces d'artillerie sous tourelles sont d'un coût sans commune mesure avec celui des batteries d'artillerie classiques.

La remise à niveau des forts déjà construits et la poursuite de la construction du système fortifié nécessiterait que le budget alloué aux fortifications soit nettement augmenté.

Il n'est plus raisonnablement possible de poursuivre et d'achever que les défenses face à la frontière franco-allemande. La deuxième ligne prévue plus en arrière n'est qu'ébauchée : les fortifications de Reims, Langres, La Fère et Dijon ne sont pas achevées. Enfin, la réalisation de la ligne de défense prévue de Fontainebleau à Epernay n'est pas commencée.

### 2.3.1.2. La perte de confiance dans le système fortifié

Face à cette crise, la réaction d'une partie, de plus en plus grande, de l'Etat-Major est de se demander si on ne va pas encore dépenser des crédits inutilement, et de rappeler les propos de Guibert :

« L'inconvénient de toutes les places fortes, et un inconvénient qui devient plus sensible à mesure qu'elles sont plus multipliées, c'est qu'en général les circonstances qui en ont déterminé l'assiette et le système de construction, venant à changer par la révolution des événements, ces places se trouvent ou inutiles, ou mal emplacements, ou sans rapport avec les circonstances du moment ».

Ce raccourci des propos de Guibert trouve écho chez les politiques et chez les militaires peu satisfaits de la stratégie défensive qui ne peut, selon eux, que miner l'ardeur combative de la nation sans apporter la victoire.

*Peu à peu, l'Etat-Major perd confiance dans son système fortifié et la fortification perd la priorité qu'elle avait au lendemain de la défaite de 1870.*

De plus, cette crise correspond à une période où l'armée renouée peut à nouveau envisager une stratégie plus offensive. Ainsi, l'Etat-Major, perdant confiance dans son système fortifié, reprend confiance en son armée de campagne et en vient à parler de moins en moins de défensive et de plus en plus d'offensive.

---

<sup>20</sup> En 1883, l'ingénieur chimiste Vieille (1854-1934) met au point la nitrocellulose, poudre régulière et peu fumigène permettant le développement des armes automatiques et des tirs intensifs à partir d'un espace relativement clos.

### 2.3.2. D'une stratégie défensive à l'offensive à outrance

Autant, en 1880, les premiers plans de concentration pouvaient suivre les propositions de la sous-commission relative aux travaux de fortification, autant par la suite l'Etat-Major français n'a plus le temps, ni la volonté, d'attendre que leur réalisation soit achevée.

Dans le même temps, Le développement considérable du chemin de fer à la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle permet de concevoir désormais des plans de concentration au plus près de la frontière, en des délais de plus en plus courts en vue d'une offensive au plus tôt.

#### 2.3.2.1. Les premières évolutions

De nombreux plans se succèdent de 1880 à 1914, année où le plan XVII, qui sera celui de la mobilisation de la Grande Guerre, est entériné.

En 1886, le plan VII est le premier plan de concentration réellement complet. Issu de la réflexion portant sur les six plans précédents, sa mise en œuvre fait appel à un réseau ferroviaire qui s'est notablement développé.

A partir d'une configuration qui reste toujours défensive, il prévoit des options offensives pour contrer des actions allemandes se manifestant soit au nord de Verdun, soit à la hauteur de la trouée de Charmes, soit au niveau de Belfort.

Ces options répondent encore à la logique imposée par le système des rideaux défensifs. Cette fois, plutôt que d'attendre que l'ennemi s'engage résolument dans les passages qui lui sont réservés pour le prendre « en flagrant délit de manœuvre », il s'agit de lui en interdire les accès.

La manœuvre envisagée est donc plus brutale, utilise moins que précédemment le potentiel de la fortification, qui n'a plus qu'un rôle de butoir et de couverture secondaire, et envisage un combat de rencontre contre un ennemi au potentiel intact.

Le plan XIV de 1898 est plus audacieux. Bien que de conception toujours défensive, il réalise le principe stratégique de l'avant-garde générale par le pré positionnement d'une armée à trois corps d'armées en aval des rideaux défensifs.

Placée à l'est de l'ensemble retranché de Toul, cette armée s'appuie sur ces derniers, tout en ayant la possibilité d'être soutenue, à partir de la trouée de Charmes, par des unités de seconde ligne.

Ainsi, dans ce secteur, la fortification perd son rôle de butoir initial. Le dispositif est de plus en plus linéaire et n'utilise quasiment plus la profondeur du système fortifié.

Ces premières évolutions paraissent logiques et s'expliquent, en grande partie par l'évolution de l'armée.

Vers 1890, les efforts de réorganisation de l'armée ont porté leurs fruits. Celle-ci a repris confiance en elle-même et refuse de plus en plus d'observer une posture défensive. Les doctrines d'emploi des forces tiennent compte de ces changements. De plus, à la même époque, l'œuvre de Séré de Rivière, amoindrie par la crise de l'obus torpille, subit le feu de la critique de nombreux théoriciens militaires.

Dès lors, assez rapidement, au lieu de faire entrer ses choix dans le cadre du concept des rideaux défensifs, l'Etat-Major cherche à l'inverse le parti qui peut être tiré de ces derniers comme support ou appui à la manœuvre principale.

Le système fortifié n'est plus alors qu'une position de recueil en arrière ou au coté des armées et ne participe que marginalement à la manœuvre.

Cependant, *la manœuvre d'ensemble est cohérente et l'engagement des forces suffisamment prudent pour permettre la réversibilité.*

### 2.3.2.2. Les plans ultimes

Il faut attendre la veille de la Grande Guerre, avec les décrets de 1913 et le plan XVII de 1914, pour que l'Etat-Major s'affranchisse totalement de l'existence des rideaux défensifs.

La concentration prévue par le plan XVII est une chose, l'esprit qui préside à sa finalité en est une autre. Réalisée au plus près de la frontière, cette concentration a un caractère nettement offensif. Il s'agit de pénétrer tout de suite en Alsace et en Lorraine, sans attendre l'ennemi, contrairement à ce que les plans précédents envisageaient plus prudemment.

Autant dans les milieux politiques que militaires, général Joffre en tête, c'est l'offensive qui prime car seul gage reconnu de victoire. *L'existence du système Séré de Rivières n'est plus partie prenante des données de la guerre à conduire.*

### 2.3.2.3. Les raisons du revirement

Le plan XVII semble surprenant à plusieurs titres, il se traduit par :

- un sous emploi de nos fortifications, l'armée de campagne se portant au devant, elles font, dans une certaine mesure, double emploi,
- un dispositif très linéaire, limitant la possibilité de manœuvre stratégique,
- une mise en place rapide de nos forces sur la frontière franco-allemande qui implique une quasi-irréversibilité,
- une aile gauche, face à la Belgique, peu fortifiée et avec de faibles troupes en couverture.

L'idée de l'offensive à outrance, symbolisée les premiers mois du conflit par les assauts à la baïonnette face aux mitrailleuses et à l'artillerie, s'explique également par l'alliance russe qui nous impose, dans une certaine mesure, l'offensive.

Le but de contraindre l'Allemagne à combattre sur deux fronts dès le début du conflit. Si le principe est pertinent, la mise en œuvre montre que l'on confond vitesse et précipitation.

En effet, il aurait semblé plus conforme à nos moyens, et à ceux de nos alliés, de mener une guerre initialement défensive à l'Ouest afin d'user le corps de bataille allemand. Cela aurait donné aux troupes russes les délais nécessaires à leur montée en puissance au lieu de leur demander d'attaquer dès la troisième semaine dans un état d'impréparation flagrant<sup>21</sup>, ce qui conduit au désastre de Tannenberg.

Dans le même temps, la guerre menée sous le label de l'offensive à outrance paraît simpliste. Il n'y a pas, ou peu, de manœuvre. De plus, l'absence de réversibilité, une fois les troupes sur la frontière, prive le commandement de sa liberté d'action dès le début du conflit.

En fait, il semble que *l'Etat-Major ait pêché par excès de confiance* : confiance dans le moral de la nation, confiance dans notre armement, confiance dans notre allié russe puis anglais, ...

Dans le même temps, *on sous estime gravement l'adversaire*. L'Etat-Major se leurre sur le nombre de corps d'armée que les Allemands parviendront à mettre en ligne. Il en attendait vingt-cinq, face aux dix-neuf que nous leur opposons, ce sont trente-quatre corps qui surgissent en août 1914 devant les troupes françaises<sup>22</sup>.

Plus encore, *on n'imagine, de la part des allemands, qu'une manœuvre frontale*, à l'image de la notre. L'Etat-Major acquiert la certitude que la guerre se fera là où notre effort

---

<sup>21</sup> On pourra lire à ce sujet « Août 1914 » d'A. Soljenitsyne

<sup>22</sup> On peut être surpris par la piètre qualité du renseignement. L'armée française fit de gros progrès par la suite puisque, en juin 1917, le deuxième bureau annonce, à une près, le nombre des grandes unités que les Allemands pourraient transférer de leur front oriental avant le printemps 1918.

de fortification a été le plus vigoureux. Aussi, ne juge-t-il pas utile de fortifier ou de couvrir sérieusement la vallée de l'Oise qui conduit jusqu'à Paris.

Voie d'invasion privilégiée s'offrant à l'armée allemande, via la Belgique, il était initialement prévu que cette vallée soit une trouée, au même titre que celle de Charmes. Elle aurait dû être placée entre les rideaux de Lille-Maubeuge au nord, et Hirson-Mézières au sud, rideaux dont les ouvrages sont soit incomplètement réalisés soit progressivement déclassés.

### **2.3.3. La défense d'une autre stratégie**

#### **2.3.3.1. La fortification du Nord-Est**

Les décisions de l'Etat-Major français ne sont pas unanimement acceptées.

Le premier, le général Séré de Rivières, se rend compte des conséquences de ces choix et de ces abandons :

« L'on m'a refusé des crédits pour fortifier la frontière du Nord, vous verrez, ils passeront par la Belgique ».

C'est lui également qui attira le plus nettement l'attention sur la fragilité des accords diplomatiques. Il fit poser la question de la neutralité belge qui, selon l'historien Eugène Tenot, ne reposait « que sur des conventions diplomatiques et des événements peuvent surgir qui fassent de cette neutralité une fiction décevante ».

Quatre ans après sa mort, en 1899, plusieurs ouvrages du Nord sont déclassés : L'ennemi n'est pas attendu par là. Certaines voies s'élèvent.

Le général Beziat, l'un des plus fidèles collaborateurs du général Séré de Rivières, parvient à éviter le démantèlement de la place de Maubeuge en 1899. Conscient du danger, il prophétise, cette année là, que la violation de la neutralité belge n'est plus seulement rationnelle, elle devient fatale.

En 1905 puis en 1912, le député de Nancy, un certain commandant Driant, le futur lieutenant-colonel de Bois des Caures en 1916, retarde le démantèlement de la place de Lille.

Dans un autre registre, le colonel Pétain, ardent défenseur des appuis, rappelle qu'il ne faut pas confondre offensive stratégique et offensive tactique.

Ces voix ne seront pas entendues. Au contraire, de nombreuses places sont déclassées. La loi de déclassement des places fortes du 17 juillet 1912 fait suite à celle du 24 février 1899. Des forts seront désarmés jusqu'en octobre 1914.

Cela s'explique en partie par le fait que, lorsque le service militaire passe à trois ans en 1913, le général Joffre ne dispose pas des moyens nécessaires à l'augmentation des effectifs de l'armée en même temps qu'à l'entretien des places fortes et il doit faire des choix. Il semble logique de déclasser les places fortes les plus anciennes, on ne peut que déplorer que cela se fasse sans replacer ces désarmements dans la manœuvre d'ensemble.

#### **2.3.3.2. Le problème de la neutralité belge**

Une action allemande à partir de la Belgique avait été envisagée. Une note de 1876 en faisait état et le plan III de 1882 prévoyait une variante pour prévenir toute pénétration allemande à partir de la trouée de Chimay, au sud de Charleroi.

Les plans XI de 1891 et XII de 1892 envisage également une violation du territoire belge, bien qu'on n'imagine pas l'ampleur du mouvement débordant de 1914.

Bien plus, l'Etat-Major français avait pensé, à plusieurs reprises de mener des actions à travers les territoires luxembourgeois et belges. Les actions envisagées allaient d'actions de

destruction, pour entraver une éventuelle avancée allemande, à l'offensive de grande ampleur<sup>23</sup>.

Par la suite, cette éventualité n'est plus, officiellement, prise en compte.

Le général Demange propose pourtant un plan différent du plan XVII. Estimant qu'une offensive, toutes forces réunies, sans que soient connues précisément les intentions adverses représentait « une lutte à pile ou face », il propose de renoncer à l'offensive.

Il propose d'articuler les forces en six armées : deux garderaient la ligne Toul-Belfort, une arrêterait l'ennemi entre Toul et Verdun, les trois autres formeraient l'armée de mouvement qui pourrait intervenir soit face au Nord soit face à l'Est.

Ce plan avait pour lui de réintégrer la fortification dans la manœuvre et de laisser au chef la capacité de manœuvrer et sa liberté d'action. Mais, plan contre offensif, il ne répondait pas aux tendances et aux idées du temps.

*Finalemment, le caractère inachevé de l'œuvre de Séré de Rivières a une conséquence perverse. La trop grande solidité des défenses de la frontière de l'Est rend encore plus évident, aux yeux de l'ennemi, le vide que représente de la sorte notre frontière du Nord.*

## **2.4. La stratégie allemande**

Face aux évolutions de la stratégie française, il est intéressant de voir comment l'Allemagne réagit à nos réalisations, sachant que le Grand Etat-Major allemand envisage dès 1870 une guerre sur deux fronts.

### **2.4.1. Attaque à l'Ouest ou à l'Est : le choix de von Moltke**

Immédiatement après la guerre de 1870, le maréchal von Moltke se croit assez fort pour pouvoir, le cas échéant, attaquer simultanément sur deux fronts. Mais, rapidement, dès que la puissance militaire de la France s'accroît, et surtout au fur et à mesure que les ouvrages fortifiés de l'Est surgissent de terre, ce plan se révèle inexécutable. Il faut alors décider de quel côté on devrait attaquer et de quel côté se défendre.

Il se décide tout d'abord pour l'offensive contre la France et la défensive contre la Russie, du fait de la lenteur de la mobilisation de cette dernière. Plus rapidement concentrée que l'armée russe, l'armée française pourrait être battue plus facilement en une grande bataille de quelques semaines.

Vers 1880, il inverse le raisonnement. La fortification de Paris, et surtout l'apparition des nouveaux ouvrages fortifiés de l'Est de la France du système Séré de Rivières lui font comprendre qu'une décision rapide ne peut être obtenue contre nous. La Russie devient alors l'ennemi à battre en premier.

Mais la Russie, une fois battue, il tient l'attaque contre la France désormais difficile et *il accepte la logique du système Séré de Rivières* en envisageant de s'engager dans la trouée de Charmes.

---

<sup>23</sup> Le 9 janvier puis le 21 février 1912, le général Joffre demande au pouvoir politique l'autorisation de traverser la Belgique pour frapper l'Allemagne : « si nous respectons les territoires neutres, l'existence à proximité de la frontière franco-allemande d'obstacles naturels et de barrières fortifiées cantonne notre offensive dans des régions étroitement limitées ... la situation serait infiniment plus avantageuse s'il nous était loisible d'étendre notre gauche au-delà des frontières dans le Grand-duché de Luxembourg et sur le territoire belge ». Sondés, les Britanniques s'opposèrent à un tel plan or la France ne pouvait se passer de cette alliance. Il est remarquable que ce raisonnement soit exactement celui de von Schlieffen.

Waldersee, le successeur de von Moltke, ne remet pas en cause ce plan.

Peu à peu, pourtant, le Grand Etat-Major allemand évolue en considérant qu'il ne faut pas permettre à l'armée française de rester sur la défensive derrière ses fortifications jusqu'à ce que la Russie soit prête. C'est pourquoi Waldersee entreprend la création d'une artillerie lourde pour venir à bout des ouvrages français<sup>24</sup>. On en reste cependant toujours à l'attaque du système de fortification.

### **2.4.2. Le plan Schlieffen**

En 1891, le maréchal von Schlieffen succède à Waldersee, relevé de son poste. Son analyse est différente. Il ne lui apparaît pas possible d'obtenir une décision rapide face à la Russie. La marche sur Moscou ou Saint-Pétersbourg se ferait sur des distances considérables, distances amplifiées par le manque de voies de communications. De plus, l'éventualité d'obtenir une victoire décisive sur l'armée russe, qui provoquerait son écroulement et la demande d'une paix séparée, ne lui semble pas envisageable.

Enfin, si la campagne se prolonge à l'Est, il ne doute pas que l'armée française ne restera pas derrière ses fortifications et qu'il aura à mener une guerre longue sur deux fronts.

Il est donc convaincu qu'une décision rapide ne pouvant s'obtenir à l'Est, il doit trouver le moyen de l'obtenir à l'Ouest.

Dès sa prise de fonction, il fait étudier plusieurs thèmes par le Grand Etat-Major. A chaque étude, il ressort que l'attaque de front paraît irréalisable. Même la trouée de Charmes est perçue comme une position naturelle très forte.

*Il constate qu'il est impossible d'obtenir une décision rapide en attaquant de front le système de fortification réalisé par le général Séré de Rivières.*

On voit alors le caractère prépondérant que l'existence de ce système joue dans la réflexion militaire allemande. La solution permettant d'obtenir une décision rapide, qui est la clef du succès pour les armées allemandes, consiste donc à le contourner et la seule façon d'y parvenir est de passer par la Belgique<sup>25</sup>.

Cette solution paraît désormais, aux yeux des allemands, inséparable de tout plan rationnel d'offensive, plus aucun autre type d'offensive ne sera envisagé par la suite.

De ces réflexions naît le plan Schlieffen.

Pour anéantir l'armée française, car il projète une bataille d'anéantissement, la condition essentielle est de constituer une aile droite puissante permettant, par une manœuvre de type napoléonien, d'envelopper nos lignes par le nord, puis de revenir dans notre dos, derrière les rideaux de forts.

Il groupe donc ses forces en deux ensembles : un défensif à gauche du dispositif, un offensif à droite. Le rapport des forces entre les deux est de 1 à 7.

### **2.4.3. Derniers changements**

En 1906, le général von Moltke, neveu du maréchal, succède à von Schlieffen. Peu à peu, le nouveau chef du Grand Etat-Major modifie le plan de son prédécesseur.

---

<sup>24</sup> C'est l'acte de naissance de l'artillerie lourde allemande qui sera une mauvaise surprise pour la France qui n'en avait que très peu en 1914.

<sup>25</sup> Le risque politique est énorme mais l'audace de la manœuvre est à hauteur du risque : l'armée française sera battue avant que la Grande-Bretagne ait pu faire sentir son poids dans le conflit (raisonnement que le Grand Etat-Major reféra en 1917, en risquant, en toute connaissance de cause, de provoquer l'intervention américaine, qu'ils espèrent trop tardive). La conclusion de l'entente cordiale, le 8 avril 1904 achève de déterminer von Schlieffen qui considère que, désormais, la Grande-Bretagne sera aux cotés de la France quoiqu'il advienne.

Les conditions ont changé, la Russie était sortie affaiblie de la guerre menée contre le Japon en 1905. Vers 1910, en revanche, ses forces étaient refaites et la menace militaire nouvellement créée conduit von Moltke à renforcer son dispositif défensif face à l'est.

Face à l'Ouest, malgré le caractère défensif de nos ouvrages de l'Est, ceux-ci sont perçus comme le siège d'importantes concentrations de troupes et de très vraisemblablement bases de départ pour des actions offensives menées notamment à partir de la trouée de Charmes. Devant la menace d'une attaque en Alsace et la possibilité d'une action entre Metz et les Vosges, von Moltke décide de renforcer son aile gauche et son centre.

*C'est le caractère offensif du système Séré de Rivières qui pèse dans le choix du Grand Etat-Major.*

Par ailleurs, von Moltke n'exclue pas, d'arrêter l'offensive française, puis de contre-attaquer, toujours au travers de la trouée de Charmes, ce qui reviendrait à prendre en tenaille l'armée française, laquelle, devant déjà faire face à l'aile droite marchante allemande, serait condamnée à l'encerclement.<sup>26</sup>

Ces choix se font au détriment de l'aile droite marchante puisque le rapport de 1 à 7 tombe à 1 à 3, mais von Moltke considère qu'il dispose de forces suffisantes pour battre l'armée française avec ce plan qui n'a rien perdu de ses visées stratégiques décisives.

## **2.5. Les fortifications françaises à l'épreuve de la guerre**

### **2.5.1. La dissuasion**

On constate, qu'*au fur et à mesure que l'Etat-Major français dénature, puis délaisse le système de fortification conçu par le général Séré de Rivières, le Grand Etat-Major allemand l'intègre de plus en plus et en fait une donnée fondamentale de ses choix stratégiques.*

A tel point que, n'ayant pas assez consacré de moyen à son aile droite, la manœuvre allemande d'anéantissement, particulièrement ambitieuse, échoue. Cet échec est largement dû à l'existence du système de rideaux défensifs.

Les lignes fortifiées de l'Est présentaient, aux yeux des allemands, autant de bases de départ, soit en direction de l'Alsace, soit en direction de la Lorraine et là le système Séré de Rivières a joué un rôle dissuasif déterminant pour l'ensemble de la campagne.

En 1914, le système a trente ans, et sous certains aspects, il était, non dans son concept mais dans ses ouvrages, périmé. Cependant, il existait, susceptible pour les Allemands d'être rapidement revalorisé d'où leurs hésitations et leur choix.

En ce sens, *l'œuvre du général Séré de Rivières a créé les conditions qui ont permis le redressement de la France.* Elle le montre en outre d'une façon plus concrète lorsque les hostilités éclatent.

### **2.5.2. L'épreuve du feu**

#### **2.5.2.1. Des actions déterminantes**

En septembre 1914, c'est sur ces ouvrages, un peu rapidement négligés par notre Etat-Major, que la 3<sup>ème</sup> armée du général Sarrail, et surtout la 2<sup>ème</sup> armée du général de Castelnau, s'appuient, après avoir reculé à l'est, quand s'engage la bataille de la Marne.

---

<sup>26</sup> C'est l'encerclement au lieu de l'enveloppement ; c'est le renouvellement de la bataille de Cannes, chère aux stratèges allemands, au lieu de la manœuvre napoléonienne de von Schlieffen.

C'est sur ces ouvrages que buttent les Allemands, en cherchant à percer le dispositif à mi-chemin entre Verdun et Saint-Mihiel, du 8 au 11 septembre 1914. Ce sont les forts de Troyon et de Liouville<sup>27</sup>, qui résistent ; leur chute aurait entraîné localement la percée des lignes françaises et très vraisemblablement compromis le redressement de la Marne.

Le 20 septembre 1914, devant Saint-Mihiel, après la chute du fort du Camp des Romains, le fort des Paroches<sup>27</sup> arrête définitivement les Allemands.

#### 2.5.2.2. La chute de Maubeuge

Mais un événement majeur va éclipser ces faits d'armes : la chute de Maubeuge le 8 septembre, après un siège de moins de trois semaines.

Commandé par le général Fournier, c'est une place forte puissante, forte d'une garnison de 50 000 hommes, dont, il est vrai, une majorité de territoriaux, et d'une cinquantaine de batteries d'artillerie soit 457 bouches à feu de tous calibres depuis le 75 de campagne jusqu'au mortier de 220.

Il semble que la place aurait pu tenir plus longtemps. Elle tombe au moment où les Allemands commencent à manquer de munitions pour les 22 batteries lourdes qu'ils consacrent à cette bataille, ce qui contraint le commandement allemand à utiliser de l'infanterie contre les ouvrages intacts.

La reddition surprend parce que tous les moyens de défense ne sont pas épuisés. Il reste suffisamment d'ouvrages intacts et de matériel pour résister ne serait ce que quelques jours.

Pour ces faits, le général Fournier fera l'objet d'une comparution devant le conseil de guerre en 1920<sup>28</sup>. Mais il est évident que les responsabilités auraient dû être recherchées à un autre niveau, et que la vieille place de Maubeuge<sup>29</sup>, survivance isolée du système par lequel Séré de Rivières voulait couvrir la frontière du Nord, avait été négligée avant la guerre et abandonnée à elle-même au beau milieu de l'invasion.

La conséquence ultime de cet épisode fût la condamnation sans appel de la fortification permanente au profit de la fortification de campagne et des tranchées. Cela conduisit à désarmer les forts et à les abandonner.

#### 2.5.2.3. Les conséquences des premiers combats

Le 20 octobre 1914, le commandement français écrit dans une directive adressée aux gouverneurs des places :

« Il convient de ne laisser comme garnison dans les ouvrages des places que ce qui est strictement indispensable pour le service des pièces sous cuirasse. La défense de ces ouvrages se fait autour d'eux ».

On reste confondu devant une telle décision alors même que les forts ont montré leur efficacité lorsqu'ils sont intégrés à la manœuvre et agissent en liaison avec l'armée en campagne.

Néanmoins, dès lors, le sort des places est réglé. Leurs ressources en hommes et en pièces d'artillerie sont prélevées pour subvenir aux besoins des opérations.

Cette décision sera particulièrement lourde de conséquence à Verdun que les forces allemandes attaquent en février 1916. La place est complétée de deux ceintures de forts bétonnés et équipés d'armement sous tourelle.

---

<sup>27</sup> Ces forts n'avaient bénéficié d'aucune amélioration et se trouvaient dans la même configuration que lors de leur construction en 1879 ! Mais ils n'avaient pas été désarmés.

<sup>28</sup> Les juges prononceront un acquittement général, acquittement largement dû à l'intervention du maréchal Joffre qui reconnut que la place avait contribué à la victoire de la Marne.

<sup>29</sup> Qui devait être démantelée en 1899 !

Les premiers combats permettent aux allemands d'occuper les hauteurs de la rive droite de la Meuse. Le fort de Douaumont, dont la garnison est réduite aux servants des tourelles, est investi sans combat<sup>30</sup>.

Le fort de Vaux, bien que submergé par les assaillants, est le théâtre de cinq jours de combat à l'intérieur même du fort.

Dans le même temps, on s'aperçoit vite de l'efficacité de l'armement des rares ouvrages conservés en état de combattre pour couvrir les abords et soutenir l'infanterie.

En mars 1916, une note de l'état-major de la II<sup>e</sup> Armée prescrit la remise en état des forts. Dès lors, ils sont complètement intégrés dans les options tactiques et stratégiques du commandement et deviennent l'enjeu de combats acharnés.

Ainsi, en juin, les Allemands butent sur le fort de Souville.

Dans les mois suivants, les forts sont modernisés et renforcés. Les locaux souterrains qui y sont aménagés commencent à être équipés d'éclairage électrique et de protection contre les gaz. Ils sont définitivement réintégrés dans la manœuvre et le système montre toute sa pertinence lors des batailles d'usure de 1916 à 1918.

### **2.5.3. La fortification de campagne**

On ne peut évoquer la fortification dans la Grande Guerre sans parler de la fortification de campagne. Pendant quatre ans, l'organisation du terrain a été un souci majeur du commandement et du combattant.

La fortification de campagne devenait permanente.

Le seul concept stratégique de fortification passagère, qui répond à l'ensemble des principes généraux de la fortification, est celui du général Pétain. Commandant de l'armée française, il imagine un système en deux lignes.

La première, relativement peu occupée, subit le tir de l'artillerie ennemi, elle ne doit que ralentir l'assaut initial de l'ennemi par un bref coup d'arrêt. Mais elle n'a pas pour vocation de l'arrêter.

La seconde doit l'arrêter et empêcher la percée. Le temps joue contre l'attaquant, si la percée n'est pas rapidement obtenue, la brèche sera comblée. Ainsi, la deuxième ligne est à l'abri de l'artillerie ennemi, qui ne peut progresser assez vite, tandis que les troupes d'assaut, privées d'appuis, sont sous le feu de l'artillerie française.

La pertinence de ce système se révèle lors des offensives allemandes de 1918. Il n'est pas mis en place en mars et en mai<sup>31</sup>. Les lignes sont enfoncées et on est proche du désastre, désastre qui n'est évité que par l'envoi de toutes les réserves pour combler les brèches et au prix de pertes humaines et territoriales importantes.

En revanche, en juillet, Pétain a fini par obtenir, en partie, gain de cause.

Les offensives allemandes ne percent que dans le secteur où le dispositif n'est pas mis en place. A l'ouest de Reims, la V<sup>e</sup> armée, qui n'a pas pu adopter le système promu par Pétain, est enfoncée. A l'est, l'offensive allemande est stoppée net sur les deuxième lignes de la IV<sup>e</sup> armée. La faible largeur de la brèche contraint les forces allemandes à renoncer à leur offensive à la mi-juillet.

La performance de ce nouveau dispositif défensif est flagrant et sonne le glas des capacités offensives des forces allemandes qui ne disposent pas de chars pour percer la seconde ligne.

---

<sup>30</sup> La chute du fort, dont la position stratégique est flagrante, aurait coûté selon certains auteurs 100 000 hommes à la France.

<sup>31</sup> En dépit des directives de Pétain, commandant en chef des forces françaises, Foch, généralissime allié, opposé à tout recul, donne l'ordre de résister à tout prix sur la première ligne et de ne pas perdre de moyens ni de temps à en organiser une seconde.

## 2.6. Conclusion

Force est de constater que le système fortifié français n'a pas eu l'effet escompté. Il a eu, certes, une utilité stratégique<sup>32</sup>, mais, faute de l'avoir intégré dans la manœuvre d'ensemble, son rôle a été, une fois les hostilités engagées, principalement tactique et la France s'est privée d'un atout majeur.

La question de la fortification face à la frontière belge ne me semble pas, en revanche, pertinente. L'Etat-Major devait faire des choix budgétaires et de gestion de la ressource humaine.

De plus, les premiers revers de l'armée française dans les plaines du nord de la France ne sont pas dus à l'absence de fortification mais bien à la manœuvre d'ensemble qui, non seulement ne prévoit pas de couverture face au Nord, mais encore, ne laisse que peu de possibilité de réaction au commandement puisque toutes les forces sont engagées.

En fait, le principal désavantage des français est constitué par l'absence d'une doctrine cohérente d'emploi de la fortification avec l'armée de campagne. A cela s'ajoute une manœuvre qui ne répond pas aux principes de l'art de la guerre.

Par ailleurs, on peut dire que le système Séré de Rivières a sauvé le pays. Bien utilisé, il aurait pu faire beaucoup mieux et éviter une partie des terribles pertes dont a souffert la France. Et c'est en partie grâce à lui que l'ennemi est ralenti puis bloqué à l'Est et que, plus tard, Verdun ne tombe pas.

Enfin, il est intéressant de terminer par les dernières paroles de deux des principaux protagonistes. Celles du général Séré de Rivières qui en s'éteignant, en 1895, murmure « la frontière, la frontière » et celles du général von Schlieffen, en 1913, qui meure en disant « renforcez l'aile droite ».

Les faits ont montré que l'Etat-Major français avait négligé la frontière du Nord et que le Grand Etat-Major allemand n'avait pas suffisamment renforcé son aile droite, fautes qui se sont partiellement compensées.

A dix-huit ans d'intervalle, ces deux officiers généraux venaient de résumer toute la problématique des choix militaires, que posait l'existence du système de fortification.

---

<sup>32</sup> Malheureusement, peu ont vu, avant la guerre, son effet dissuasif sur l'ennemi.

## 3. La fortification dans la stratégie de 1918 à nos jours

### 3.1. La situation au lendemain de la Grande Guerre

*En 1918, la France est victorieuse.* Elle a consenti les plus gros efforts tant humains que financiers, économiques ou industriels. On pourrait penser qu'elle a les mains libres pour organiser sa sécurité.

Or, ce qui frappe a posteriori, c'est *le poids des contraintes nées de la guerre*, contraintes qui ne feront que s'accroître avec le temps.

#### 3.1.1. Les contraintes extérieures

Bien que victorieuse, *la France doit composer avec ses alliés.* Les buts de guerres et les exigences de sécurité ne sont pas les mêmes pour tous.

La France veut clairement supprimer définitivement toute possibilité de retour offensif des allemands. Or, si ses alliés sont d'accords sur cet objectif, ils n'envisagent pas de l'atteindre selon la même méthode. Ils prônent la sécurité et la négociation collective tandis que la France veut des gages physiques : gages territoriaux<sup>33</sup> et désarmement de la Reichwehr.

Dès le début des négociations, des tensions apparaissent entre les alliés d'hier. En particulier, la Grande-Bretagne veut limiter les acquis français pour éviter un déséquilibre sur le continent.

La France, majoritairement rurale, de 40 millions d'habitants considère, à juste titre, qu'elle ne peut se passer de ces alliances face à une Allemagne industrielle de 70 millions d'âmes. Ainsi, elle préfère la négociation à la rupture. Ce sera sa politique jusqu'en 1939<sup>34</sup>.

#### 3.1.2. Les contraintes économiques, industrielles et financières

Ces contraintes sont liées, bien sûr, aux ressources dont la France dispose au sortir de la guerre. Or, Elle est épuisée par plus de quatre ans de guerre. Sa dette est colossale, son industrie a besoin de se réformer et de se moderniser<sup>35</sup>. Les territoires occupés, soit une dizaine de départements, sont ruinés, les quatre ans de guerre se sont déroulés sur le territoire français et y ont provoqué de nombreuses destructions. Une grande partie des terres arables est impropre à l'agriculture et de nombreux villes et villages détruits. De plus, lors de son recul, l'armée allemande a effectué de nombreuses destructions et sabotages tels que l'inondation des mines.

La tâche est d'autant plus difficile que, du fait des pertes, la main d'œuvre manque.

Globalement, *la France est économiquement mal armée pour assurer la transition* entre la guerre et la paix.

#### 3.1.3. Les contraintes psychologiques

On ne peut comprendre la politique de défense de la France entre 1918 et 1939 sans prendre en considération l'aspect psychologique.

---

<sup>33</sup> Ces gages territoriaux ont pour but d'empêcher une attaque brusquée des forces allemandes. La France n'a pas la volonté d'annexer des territoires, mis à part la récupération de l'Alsace-Lorraine. Ses alliés n'ont pas la même perception des exigences françaises.

<sup>34</sup> Négociation rimera de plus en plus avec renoncement, faute de moyens et de volonté politique affirmée.

<sup>35</sup> Le réseau de chemin de fer et le matériel roulant, sur utilisé, n'a eu droit qu'à un entretien minimum pendant quatre ans. La situation est la même pour une grande partie de l'outil industriel.

Elle a perdu un million trois cents mille hommes auxquels s'ajoutent quelques trois millions de blessés, aux séquelles plus ou moins graves.

On dirait aujourd'hui que la population veut et, en l'occurrence mérite, de toucher les dividendes de la paix.

*Le poids de l'opinion publique ne cessera de peser dans les décisions politiques et ce d'autant plus que les élus ont, pour la grande majorité, fait la guerre (on parle de la chambre « bleue horizon »).*

Les séquelles de la guerre sont telles que le pays aspire à la paix. *Le pacifisme devient une donnée incontournable.* Certains partis politiques, en particulier le parti communiste de plus en plus puissant<sup>36</sup>, en font leur cheval de bataille et s'opposent en permanence à l'Etat-Major, dénonçant le budget et empêchant certaines réalisations, jugées trop « va-t-en guerre »<sup>37</sup>.

Psychologiquement, il faut également donner aux Alsaciens et aux Lorrains réintégrés dans la patrie française la preuve matérielle que tout est fait pour les mettre à l'abri d'un nouveau péril.

### **3.2. Les différentes options stratégiques avant 1940**

Dans le même temps, les responsables politiques et militaires ont le devoir de construire l'outil de défense qui mettra la France à l'abri d'un retour allemand. La France démobilise et doit réorganiser ses forces.

En simplifiant, trois stratégies possibles émergent, celle de Pétain, celle de Foch et celle du pouvoir politique qui transcrit la volonté du peuple.

#### **3.2.1. La vision des maréchaux**

Les maréchaux, vainqueurs de la Grande Guerre partagent certaines convictions : ils ne veulent pas d'une fortification permanente lourde mais une fortification légère car ils craignent qu'elle ne se fasse, dans un budget contraint, au détriment de l'armée de campagne.

Dans un autre registre, ils feront état à plusieurs reprises de leur crainte que le système fortifié tel qu'il est prévu ne donne un faux sentiment de sécurité à la France.

##### **3.2.1.1. Pétain**

En tant que commandant en chef de l'armée française, le maréchal Pétain établit avec son état-major un programme dès décembre 1918 et janvier 1919.

Outre l'aviation, dont il avait vu le rôle prépondérant<sup>38</sup> sans en voir toutes les implications, et qui sera son souci permanent, il demandait pour la prochaine mobilisation à

---

<sup>36</sup> Thorez en 1934 : « Nous disons notre hostilité à la défense nationale ... Nous, parti communiste, mettant au-dessus de tout notre volonté de nous opposer à la guerre, nous opposer au gouvernement dit d'union nationale qui prépare le fascisme et la guerre ».

<sup>37</sup> Vaste sujet qui justifierait à lui seul un mémoire. Les chars paraissent trop agressifs alors qu'on parle de désarmement. Même la ligne Maginot est attaquée. Le député Burtin déclare lors de la discussion budgétaire : « Les fortifications dont vous proposez la construction seront considérées à l'étranger comme une preuve de méfiance et nous feront passer pour un peuple à l'esprit belliqueux ».

<sup>38</sup> Il a été à l'origine de la première bataille où le fait aérien a été prépondérant, celle de Verdun, bataille gagnée notamment grâce à la suprématie aérienne française. Dans une instruction du 29 décembre 1917, il dit : « l'aviation doit assurer une protection aérienne de la zone d'action des chars contre l'observation et les bombardements des avions ennemis ». En 1918, il fera intervenir de grandes masses d'avions qui participent avec les chars aux succès des offensives de juillet. Après la guerre, il s'inquiète du démantèlement de l'industrie aéronautique qui passe rapidement de 180000 ouvriers à 5000.

disposer de « 6785 chars constitués en arme autonome [*il reconnaît que*] c'est gros. Mais les chars blindés sont une arme économique qui pour une grande puissance d'action exige peu d'hommes. L'avenir est au plus grand nombre de combattants sous la cuirasse ».

Ce programme est destiné à maintenir la supériorité offensive des armées françaises, tout en palliant, en partie, le manque de combattants.

Comprenant que *la ressource financière est limitée, il considère qu'il faut la consacrer à l'armée plutôt qu'à la fortification.*

Le 17 décembre 1926, Pétain résume ses positions lors d'une séance du Conseil Supérieur de Guerre : « La fortification est surtout défensive tout en devant permettre l'offensive ». Il veut réintroduire une certaine souplesse, la zone fortifiée doit pouvoir s'adapter à différents plans d'opérations et il insiste avant tout sur la profondeur que doit avoir le dispositif.

Il ajoute que construire les fortifications qui sont à l'étude (la future ligne Maginot) coûterait 5 milliards alors que « notre armée est en complet dépérissement, que nous avons besoin de voix ferrées et qu'il faut 6 milliards pour notre armement ... Nous n'avons plus rien. La reconstitution de l'armée<sup>39</sup> doit l'emporter sur la fortification ... [*construire la fortification*] serait donner à la nation une idée fausse de sa sécurité. Il ne servirait à rien d'avoir des fortifications si l'on avait pas d'armée. C'est l'armée qui prime tout ».

Tout au long de l'entre deux guerres, il milite « pour des forces puissantes à déclenchement immédiat ... qui auront pour effet d'inspirer confiance à nos alliés car les moyens offensifs modernes sont seuls capables d'assurer le cas échéant à un associé en péril une collaboration efficace ». Dans le même temps, il s'inquiète du déséquilibre industriel entre la France et l'Allemagne.

En 1932, lorsque l'on évoque le renforcement de la frontière du Nord, il s'y oppose, vu l'état de l'armée, et préconise la création d'une force d'intervention aérienne<sup>40</sup>.

### 3.2.1.2. Foch et Joffre

Ils voient la fortification comme participant à la couverture qui permet la concentration, préalable à l'offensive.

Ils se méfient du principe d'inviolabilité du territoire qui apparaît dès 1920. Pour eux, comme pour la majorité des responsables militaires, *assurer l'inviolabilité du territoire n'est pas le but primordial à assigner aux armées : il ne faut pas compromettre la victoire en voulant s'opposer à des pénétrations momentanées.*

Ils insistent sur le fait que le système fortifié doit être en harmonie avec les plans d'opérations possibles et qu'il doit dépendre de l'ensemble des plans d'opération.

Par ailleurs, Foch n'est pas un incondtionnel des chars et des avions. Même s'il en admet l'utilité, il ne faut pas que ces matériels soit trop consommateurs d'effectifs. Il affirme et souhaite la primauté de l'infanterie.

### 3.2.2. Le point de vue politique

Il faut attendre la réunion du Conseil Supérieur de Guerre, présidée par le président de la République Millerand, le 17 mai 1920, pour voir apparaître le point de vue politique.

---

<sup>39</sup> Cette reconstruction nécessiterait 10 milliards. A l'époque, le ministre de la Guerre fait remarquer que le parlement ne voterait jamais de tels budgets.

<sup>40</sup> Ce n'est pas accepté car la volonté défensive de la France ne doit pas être mise en doute au moment où on ne parle que de désarmement.

Le centre du débat est la recherche du meilleur système de défense destiné à protéger le pays. En effet, tout est à revoir : effectifs, matériels, stratégie.

En fait, *le pouvoir politique fait d'emblée le choix d'une stratégie défensive pour la France*. Cette stratégie, qui ne cessera de s'affirmer, est quasiment décidée dès 1922.

Poussé par la chambre « bleue horizon », la recherche du désarmement, le poids de la reconstruction et des dettes, le gouvernement refuse d'envisager autre chose qu'une attitude défensive et une armée classique.

*L'armée moderne, à caractère plus offensif, telle que la fin de la guerre en a montré la nécessité et la pertinence, est peu défendue par les militaires eux-mêmes et a peu d'écho chez les politiques*<sup>41</sup>.

Il ne reste plus qu'à traduire la stratégie défensive, choisi par le pouvoir politique, dans l'organisation des forces et de la défense.

*La France victorieuse de 1918 trouve la même solution que la France vaincue de 1871 : une ligne de fortification.*

### **3.3. Quelle fortification ?**

Il est donc décidé de fortifier. Peu de voix s'élèvent contre le principe de renforcer la frontière. Il y a un consensus sur le principe de fortification.

En fait, l'analyse montre, à l'époque, que le principe est pertinent. En effet, le différentiel démographique est tel entre la France et l'Allemagne que le recours à la fortification est certainement le seul qui permet de compenser, dans une certaine mesure, la faiblesse française.

Néanmoins, au-delà du principe, il reste un certain nombre d'interrogations.

Le général Mangin pose la question du lieu : « Où doit-on fortifier puisque l'armée occupe la Rhénanie ? Pas derrière elle, tout de même ! ».

Plus généralement, il y a la question du type de fortification : gros ouvrages puissants équipés d'artillerie, blockhaus de mitrailleuses ou simple équipement de la frontière ?

Paul Painlevé, ministre de la Guerre résumera cette alternative en disant : « C'est Hotchkiss ou Vauban ! ».

Le Conseil Supérieur de la Guerre charge la Commission de Défense du Territoire (CDT), présidée par le maréchal Joffre d'étudier la question.

Sans entrer dans le détail des débats, parfois houleux, qui présidèrent à l'établissement de l'outil de défense dans le cadre de la stratégie globalement défensive, il est intéressant d'en voir les grandes étapes.

#### **3.3.1. Le travail des commissions**

##### **3.3.1.1. Conclusions de la Commission de Défense du Territoire**

Le 7 décembre 1926<sup>42</sup>, la CDT remet ses conclusions au ministre de la Guerre Painlevé. Elle ne préconise pas un système rigide que l'on reproduirait à l'envie. Au contraire, elle privilégie l'adaptation au terrain.

---

<sup>41</sup> Le général Estienne et le député Duboin prêchent dans le désert et le pouvoir politique tire partie des désaccords entre les militaires.

<sup>42</sup> Cette même année, le service militaire passe à un an, décision qui pose le problème des effectifs et renforce la justification de la fortification.

Elle conseille de gros ouvrages bétonnés face à la trouée de la Moselle, des petits blockhaus en Alsace, où le Rhin constitue un obstacle pour l'ennemi, et dans les Alpes face à l'Italie. Elle substitue à la notion de ligne fortifiée celle de zone fortifiée.

Le grand inconvénient du projet de la CDT est un prix de revient tel que le général Guillaumat l'estimera « financièrement irréalisable ». De plus, certains s'inquiètent de la situation de l'armée de campagne qui serait privée de crédits. En 1926, le maréchal Pétain, attirant l'attention sur l'insuffisance d'une telle politique, rappelle que « c'est l'armée qui est essentielle et pas le béton ».

Néanmoins, les Français ont fini par admettre qu'il faut se protéger. L'opinion est de plus en plus favorable à l'édification d'un système fortifié puissant. Ce qui compte, c'est de rendre la frontière imperméable et de se mettre à l'abri. C'est un principe sur lequel tout le monde est d'accord.

La CDT laisse la place à la Commission de Défense des Frontières (CDF)<sup>43</sup>. Elle laisse, dans ses ultimes conclusions, un conseil à ses successeurs : une position fortifiée est faite uniquement pour parer à une attaque brusquée, elle ne doit pas être considérée comme imprenable et il ne faut pas bâtir une stratégie, fut-elle défensive, sur la seule fortification.

Ce rappel de principes qui doivent régir l'édification d'un système fortifié montre bien que *les responsables de la CDT avaient la volonté d'intégrer la fortification dans la manœuvre*.

### 3.3.1.2. La naissance du système fortifié

La CDF dessine ce qui deviendra la ligne Maginot, du nom du ministre de la Guerre qui fera voter le projet de loi sur la défense des frontières.

Deux grandes régions fortifiées seront créées, celle de Metz et celle de la Lauter. Le système fortifié est très puissant face à l'Allemagne, utilise très bien le terrain face à l'Italie et est inexistant face à la Belgique.

L'idée est de prévoir les moyens de fortifier la frontière du Nord, moyens qui seront mis en œuvre au moment opportun. Il s'agit là de fortifications de campagne, moins puissantes et surtout plus économiques. Leur principal défaut sera d'être établies sans cohérence d'ensemble, aux ordres des commandants de région.

Le 30 septembre 1927, la CDF, mission remplie, cède la place à la Commission d'Organisation des Régions Fortifiées (CORF) qui devra réaliser les travaux après décision de l'assemblée.

Les discussions sont âpres et subissent les évolutions de la situation internationale. A partir de 1929, un vent de pacifisme souffle sur la France. Aristide Briand, chef du gouvernement, fait évacuer la Rhénanie pour montrer à l'Allemagne la bonne volonté de la France.

Plus que jamais, la stratégie est la défensive.

Lors des débats, certains députés, inquiets du prix du système fortifié, défendent un système moins lourd au profit de l'équipement de l'armée de campagne. D'autres considèrent que son ampleur même est de nature à inquiéter les pays étrangers, qu'il nous fera passer pour un peuple à l'esprit belliqueux et que cela ruinera les efforts de paix et d'apaisement.

Il est intéressant de voir deux interventions de partisans de la fortification.

---

<sup>43</sup> Le changement de dénomination est symptomatique, cette commission n'étudie pas la défense dans sa globalité, seulement celle des frontières, comme si la manœuvre n'était pas une.

Monsieur Ferry, rapporteur de la Commission de l'Armée déclare :

« Cette organisation défensive doit être le complément de la couverture. Elle sera pour elle un point d'appui et permettra de réaliser l'économie des forces là où la manœuvre des troupes de sécurité ne sera pas indispensable. Elle permettra ensuite la mobilisation et la concentration ... Il faut être en mesure, dès la première heure, de pouvoir briser, avec une couverture relativement faible, toute tentative d'irruption des forces ennemies sur notre territoire ».

Le colonel Fabry ajoute :

« Il ne s'agit pas d'organiser des fortifications capables de résister à des sièges ... Nous voulons que, le moment venu, au moment d'une mobilisation, les troupes chargées d'assurer la couverture puissent trouver sur le terrain le moyen de remplir pendant quelques jours leur mission essentielle ».

*Le rôle de la fortification est clairement défini : elle doit permettre de briser, sur la frontière, pendant quelques jours, toute attaque brusquée. Ensuite, elle doit participer à la manœuvre de nos forces. On voit que les principes sont respectés.*

La loi est votée le 14 janvier 1930, le gros des travaux doit être terminé pour 1935, époque à laquelle les effets des classes creuses doit se faire sentir.

### **3.3.2. La situation internationale et la stratégie française**

#### 3.3.2.1. A l'abri des alliances

Au sortir de la guerre, les accords avec la Belgique et la Grande-Bretagne et l'alliance avec l'Italie ne peuvent suffire à assurer notre sécurité, d'autant plus que le traité de Versailles n'est pas ratifié par les Etats-Unis et perd ainsi beaucoup de ses effets bénéfiques pour la France.

Pour améliorer la situation, la France se rapproche de la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. En 1921, naît la Petite Entente, renforcée la même année par la signature d'un traité avec la Pologne.

Ainsi, l'Allemagne, principal ennemi potentiel, est cernée. D'autant plus que la France a un avantage stratégique décisif : elle occupe une partie de la Rhénanie ce qui lui permet d'avoir pieds sur la rive droite du Rhin.

La contrepartie de ces alliances est un devoir d'intervention au profit de nos alliés. Or, dans le même temps, la France imagine et construit une armée qui sera progressivement de moins en moins capable d'intervention. *C'est la constante de ce quart de siècle : une diplomatie interventionniste mais une armée quasiment dénuée de capacités offensives.*

#### 3.3.2.2. La montée des périls

Cette construction s'écroule dans le courant des années 1930. Alors que la France ne peut se résoudre à une alliance « politiquement incorrecte » avec la Russie, l'Allemagne se rapproche de l'Italie.

Cela pose un problème stratégique majeur aux décideurs français. En janvier 1933, le Conseil Supérieur de Guerre estime qu'on ne peut pas faire front à la fois sur le Rhin, les Alpes et en Afrique du Nord<sup>44</sup>.

En juin 1936, le général Georges dresse un bilan : si la France a l'alliance italienne la situation est bonne, si l'Italie est neutre la situation est délicate, si elle est hostile la situation est mauvaise.

---

<sup>44</sup> Ce rapprochement fait naître une menace sur la Tunisie.

En cas de guerre contre l'Allemagne et l'Italie, Gamelin préconise d'attaquer l'Italie en une campagne brutale<sup>45</sup>. Daladier pense que des succès rapides entraînerait l'effondrement du régime de Mussolini.

La victoire du général Franco crée une nouvelle menace en méditerranée.

La situation diplomatique se dégrade sans que des décisions soient prises. C'est au milieu de ces incertitudes que Daladier annonce en juin 1938 qu'il faut renoncer dans la situation générale de la France à augmenter l'armée française. En réponse, Gamelin souligne que cette décision « jointe aux insuffisances de notre production d'armements<sup>46</sup> est d'une gravité exceptionnelle ».

Ni le gouvernement, ni le Haut commandement n'arrive à fixer une stratégie précise, on reste dans l'indécision.

Cependant, aux yeux du général Gamelin, la situation s'aggrave. Le trois décembre 1938, il écrit à Daladier que l'Allemagne pourrait, dès le printemps 1939, être en mesure d'attaquer à la fois la France et la Pologne. Pour faire face, il faudrait un effort important « non seulement sur le plan aérien pour rattraper le temps perdu mais sur le plan terrestre et peut être demain sur le plan naval. La situation peut devenir rapidement grave même pour la défense de notre territoire<sup>47</sup> ».

L'analyse de la situation conduit les décideurs à la conclusion qu'il est impossible de jouer le destin de la nation dans une offensive initiale. L'attitude défensive est la seule concevable au début de la guerre.

La décision est prise en mai 1939. On choisit d'adopter une stratégie défensive à l'abri de la ligne Maginot. Il faut gagner les délais nécessaires, non seulement à la mobilisation et à la concentration, mais également au réarmement de la France<sup>48</sup>.

A cet instant, la fortification est au centre de la stratégie française mais la mission qui lui est impartie ne semble pas de celles qu'un système fortifié peut remplir.

### 3.3.2.3. La place de la fortification dans la bataille

Jusqu'en mai 1940, la stratégie décidée en 1939 est mise en œuvre.

Lorsque les forces allemandes passent à l'offensive à l'Ouest, elles évitent *la ligne de fortifications qui joue donc un rôle dissuasif* comparable à celui du système Séré de Rivières en 1914.

En revanche, *le système français n'a plus de profondeur* dès que l'armée entre en Belgique. En effet, alors que l'analyse montrait, un an auparavant, que l'armée ne pouvait que défendre le territoire national, tant que le réarmement n'était pas effectif, le commandement français engage son armée de campagne en première ligne, hors du territoire national, au mépris d'un dispositif cohérent et surtout de l'unicité de la manœuvre.

On reproduit l'erreur de 1914, non pas face à l'Est mais face au Nord.

---

<sup>45</sup> C'est oublier que l'armée française n'a pas les moyens d'une telle offensive.

<sup>46</sup> Fin 1937, Pierre Cot indique au Conseil Supérieur de Guerre que l'Allemagne produit 300 avions par mois, la Grande-Bretagne 150 et la France 50.

<sup>47</sup> Le 5 décembre 1938, Paul Reynaud déclare que l'augmentation de la production d'armements « est un problème insoluble dans l'état social actuel de la France ».

<sup>48</sup> On peut se demander si l'Etat-Major ne s'est pas lui-même fait prendre au jeu de la propagande qui déclarait la France à l'abri derrière ses fortifications.

Dans le même temps, facteur particulièrement aggravant, *la ligne Maginot n'a pas rempli sa mission d'économie des forces*, alors même que c'était sa justification principale dans une France en manque de combattants.

En effet, de septembre 1939 à mai 1940, le commandant du groupe d'armées dont la zone englobait la ligne Maginot ne cesse de réclamer des renforts sous prétexte qu'il est le seul à se battre puisque au contact des forces allemandes.

Il obtient régulièrement gain de cause. A tel point que le jour de la vraie bataille, il dispose de 35 divisions d'infanterie dont 26 de campagne, tandis que le groupe d'armées chargé de la manœuvre décisive en Belgique n'a que 32 divisions d'infanterie dont 22 françaises, incluant la 101<sup>o</sup> division de forteresse impropre à tout mouvement.

### **3.4. Le verdict**

On peut dire que le système fortifié a rempli, en partie, la mission qu'on lui a donnée<sup>49</sup> mais il était bien incapable à lui seul d'éviter le désastre de 1940, d'autant plus que la France n'a pas su faire face aux réalités et déterminer une stratégie réaliste pour sa défense alors même que les périls apparaissaient.

Deux grandes critiques ont été faites après la guerre :

- Il fallait que la fortification couvre la frontière du Nord,
- Il fallait avoir une armée mécanisée et plus d'avions.

La première est financièrement irréaliste<sup>50</sup>. De plus, même si des efforts avaient été consentis, cela n'aurait pu se faire qu'au détriment de l'ensemble des forces armées françaises. On serait arrivé à une armée de forteresse sans capacité de manœuvre, sans possibilité d'actions sur l'ennemi et sans défense aérienne suffisante. On peut toujours se demander quel aurait été le résultat d'une attaque massive et prolongée des fortifications de l'Est par des forces aéroterrestres modernes.

La seconde fait fi de la situation sociale, politique et industrielle de la France. Pendant toute la période, la défense nationale a trop dépendu des idées de désarmement et de sécurité collective pour que l'on puisse créer un outil offensif. Dans le même temps, l'outil industriel n'est tout simplement plus en mesure de fabriquer les matériels nécessaires, même si on l'avait voulu.

D'autre part, les adversaires de la ligne Maginot oublient généralement que la France n'était certainement pas capable de protéger son territoire sans fortification. Sans ligne Maginot, les forces allemandes, très supérieures en nombre, auraient eu une liberté de choix totale quant au théâtre de l'offensive. La ligne lui interdisait une attaque brusquée directement sur notre territoire et l'obligeait soit à une guerre longue soit à attaquer par le Nord.

La ligne Maginot n'a pas failli, c'est l'utilisation qu'on a faite des moyens insuffisants dont on disposait qui a provoqué la défaite.

On peut noter par ailleurs que, si pendant la Grande Guerre, certaines décisions prises étaient inadaptées à la réalité, elles traduisaient le souci et la volonté d'agir. Après 1918, on constate une série de flottements et d'incertitudes. On est incapable de définir une stratégie cohérente. La stratégie française reflète les incertitudes politiques, économiques et sociales du pays et s'y enlise.

---

<sup>49</sup> Il participe à l'arrêt de l'offensive italienne et n'est pas entamé par l'offensive allemande, qui, il est vrai, ne lui accorde pas la priorité.

<sup>50</sup> Il aurait fallu plus que doubler les crédits dévolus à la fortification !

### ***3.5. La fortification après 1945***

Très vite après la seconde guerre mondiale, la fortification perd de sa pertinence dans le cadre de la défense du territoire national.

D'une part, la possibilité pour l'ennemi d'agir par voies aéro-maritimes réduit de beaucoup l'efficacité d'un système fortifié. D'autre part, et surtout, aucune fortification ne saurait résister aux armes de destructions massives, dont la puissance et la précision ne font que croître dans la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle.

*La France décide sous l'impulsion du général de Gaulle de créer la force de dissuasion qui pourrait être considérée comme une fortification d'un nouveau type.*

On peut d'ailleurs remarquer que la force de frappe, et la stratégie française bâtie autour de cette force, répond aux principes énoncés en première partie.

## Conclusion

Si Vauban pose les fondements de la fortification moderne, force est de constater que, dans la pratique, les états-majors français des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles en restent à une conception dépassée qui donne un rôle plus tactique que stratégique au système fortifié.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les états-majors voient bien l'utilisation tactique, voire technique, que l'on peut en faire, mais l'absence de vision stratégique ne permet pas d'intégrer totalement la fortification dans la manœuvre. Ne pas avoir de doctrine d'emploi de la fortification<sup>51</sup>, cohérente avec celle de l'armée en campagne et devant servir de base de réflexion lors de l'élaboration des plans, explique que l'outil est progressivement mis de côté.

Cette doctrine aurait été particulièrement nécessaire avec l'apparition et le développement de nouvelles technologies (chemin de fer, télégraphe, automobile, téléphone, radio, avion,...) moyens nouveaux changeant progressivement la vision du champ de bataille, les modalités de commandement et de contrôle, de mobilisation, de concentration.

Si cette conception de la fortification, plus tactique que stratégique, et l'absence de doctrine d'emploi novatrice peut encore se comprendre en 1914, elle est plus surprenante en 1939. En effet, la fortification mise en œuvre à partir de 1930 n'a plus rien à voir, techniquement, avec les générations précédentes.

C'est un système d'arme à part entière, puissant et moderne. Il est capable, dans une certaine mesure, de mener et de coordonner des actions autonomes, à condition d'avoir une doctrine d'emploi au sein des forces interarmées françaises<sup>52</sup>. Seule une telle doctrine aurait permis d'en tirer le meilleur parti.

Dans ce cadre, nos moyens mécanisés, motorisés et aériens, bien qu'insuffisants, auraient pu donner leur pleine mesure dans le combat à dominante défensif pour lequel notre armée était dimensionnée.

Ainsi, en 1939 comme en 1914, les manœuvres ont manqué de cohérence d'ensemble et la notion primordiale d'unicité était absente.

Aujourd'hui, la France s'est dotée de nouveaux armements. Elle a créé de toute pièce une doctrine d'emploi de sa force de frappe qui lui permet d'avoir une stratégie de défense cohérente et globale, dans laquelle le système fortifié n'a plus sa place.

L'apparition de nouvelles technologies, en particulier dans les domaines de la communication et de la précision des armements oblige la France à élaborer et faire évoluer ses doctrines d'emploi des forces.

L'absence d'une telle démarche, aujourd'hui naturelle, n'a pas permis de tirer tout le parti des systèmes de fortifications développés entre 1875 et 1935.

---

<sup>51</sup> Les principes sont étudiés, théorisés et enseignés à l'ESG à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais il n'y a pas de réelle doctrine d'emploi incontournable qui serve de base à la réflexion stratégique.

<sup>52</sup> Impliquer la fortification dans la manœuvre aéroterrestre, par exemple.

## Bibliographie

La ville et la guerre

Sous la direction d'Antoine PICON  
Les Editions de l'Imprimeur, 1996

Faites sauter la ligne Maginot !

Roger BRUGE  
Edition Fayard, 1973

L'armée française de 1919 à 1939, tome 4

Colonel François-André PAOLI  
Ministère des Armées, Service Historique, EMAT, 1969

La fortification permanente jusqu'à la deuxième guerre mondiale

Lieutenant-Colonel GUILLOT  
Cours de fortification de l'Ecole Supérieure Technique du Génie, 1949

La fortification dans ses rapports avec la tactique et la stratégie

A. DELAMBRE  
Conférences faites à l'Ecole Supérieure de Guerre (1883-1885), 1887

Pétain, la victoire perdue

Guy PEDRONCINI  
Edition Perrin, 1995

Histoire de la fortification en France

Que sais-je ? n°3106  
Edition 1996

Les leçons de la première guerre mondiale et l'évolution du Génie de 1919 à 1939, au travers de la Revue Militaire Française, de la Revue Militaire Générale et de la Revue du Génie Militaire

Capitaine Jean-Luc COTARD, 1994  
Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, université Paul Valéry de Montpellier,

Les Armes et la Toge

« L'Etat-Major français et le Grand Etat-Major allemand face au système Séré de Rivières de 1870 à 1914 »  
Lieutenant-Colonel Henri ORTHOLAN  
Centre d'Histoire Militaire et d'Etude de Défense Nationale de Montpellier

Revue Stratégique n°50 (1991)

« Remarque sur les grandes décisions stratégiques françaises de 1914 à 1940 »  
Guy PEDRONCINI

Revue Militaire Suisse, mai 1958

« A propos de la ligne Maginot »  
Général J. REVOL  
« Le plan Schlieffen et la Suisse »  
E. STEINER